

Augmentation de l'essence :

**il y a des coups de pompes  
qui se perdent...**

P. 4

# **lutte ouvrière**

**Creusot  
Loire  
la tactique  
de la CGT**

P.7

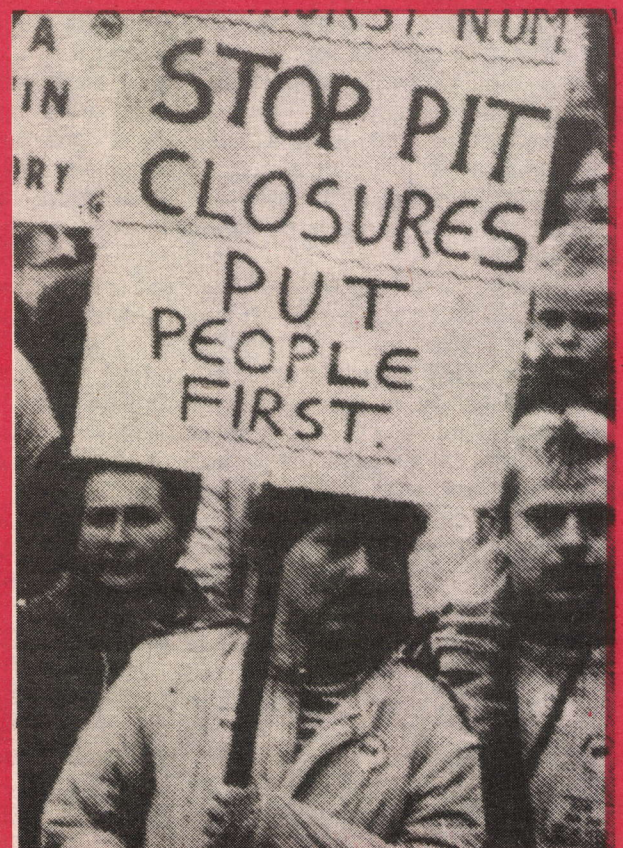
Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 841 - 14 juillet 1984 - prix : 6 F

Référendum :

**Mitterrand s'incline  
devant la droite  
en se donnant l'air  
de la prendre au piège**

**Vive les  
travailleurs  
britanniques  
en grève**

P. 16





# sommaire

## Dans le monde

Page 8 :

- Nigeria : les mystères de la malle diplomatique.
- Guinée : la ruée des rapaces.
- Pologne : procès contre des dirigeants du Kor.

Page 9 :

- Bolivie : face à la grève générale, le gouvernement a dû reculer.

## En France

Page 4 :

- Augmentation de l'essence : il y a des coups de pompe qui se perdent !

Page 5 :

- Projet de mosquée à Sevran : la droite exploite le racisme, la gauche s'écroule.
- Chirac, le RPR et Le Pen : difficile de viser le centre sans se faire plumer l'aile droite.
- La Chambre des députés, Sénat... vrant.

Page 7 :

- Creusot-Loire (Le Creusot) : les syndicats se servent des travailleurs pour des intérêts qui ne sont pas les leurs.

Page 10 :

- Dans les entreprises : SAFT (Bordeaux) ; SNECMA - Gennevilliers ; hôpital psychiatrique de Rouen ; Usinor-Dunkerque ; Everitube (Bordeaux).

Page 11 :

- Dans les entreprises : CHR (Toulouse) ; Central téléphonique Paris - Inter - Archives.

## Culture

Page 13 :

- Quelques romans pour l'été.

Page 14 :

- Livre : *Les mouvements de mode expliqués aux parents*, de H. Obalk, A. Soral et A. Pasche ; Films : *A la poursuite du diamant vert* ; *Les Années déclin*, de Raymond Depardon.

Page 15 :

- Livre : *La fin des immigrés*, de F. Gaspard et C. Servan-Schreiber ; exposition : *Klimt, Schiele, Kokoschka*.

Page 12 :

- Itinéraires des caravanes d'été de Lutte Ouvrière.

Page 6 :

- Suite de la publication des listes de souscription pour les Européennes.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE  
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18  
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

## Les artisans mariniers veulent rentrer dans leur fret

Depuis deux semaines, des mariniers bloquent avec leurs péniches la circulation fluviale notamment sur la Saône à Chalon, Lyon, et sur la Marne, à Vitry-le-François et à Reims. Comme les routiers il y a cinq mois, ils espèrent ainsi faire valoir leurs revendications, bien que l'impact du blocage de voies d'eau ne soit pas aussi grand que celui des routes des Alpes en pleines vacances de février. Il y a cependant eu quelques heurts avec des plaisanciers bloqués dans leur voyage.

A la suite de l'ouverture de négociations avec le ministère des Transports, certains barrages ont été levés quelques heures mardi 10 juillet.

A l'heure où nous écrivons, les négociations se poursuivent et certaines des revendications des mariniers auraient été satisfaites.

Les mariniers sans fret seraient indemnisés jusqu'au début de la campagne de transports de céréales. 10 000 tonnes de charbon seraient confiées aux mariniers pour les emporter de Montceau-les-Mines à des centrales EDF. Nous ne connaissons pas la suite que les mariniers comptent donner à leur mouvement.

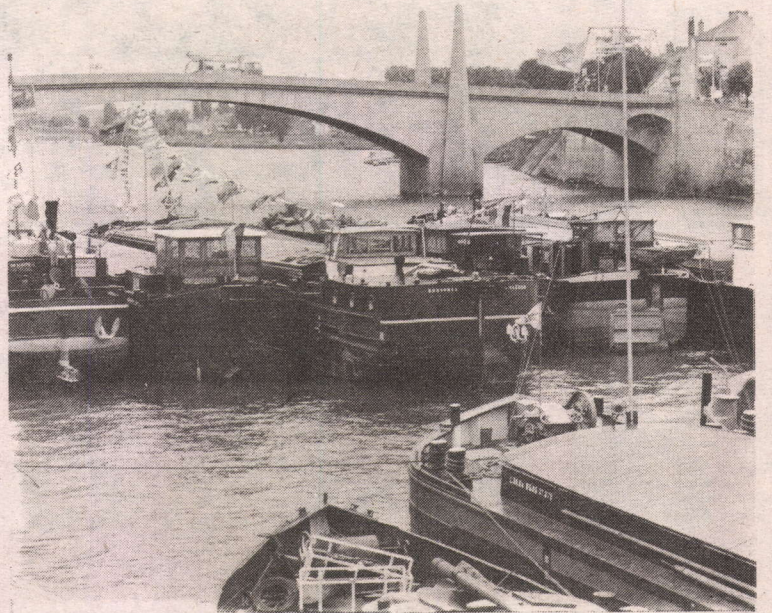
Ce sont les artisans mariniers qui se sont ainsi mobilisés : ils sont 2 800 actuellement, dont 2 300 possèdent un seul bateau.

Sur l'eau, ils sont en concurrence avec quelques grandes entreprises. Sur le Rhin, la CFNR, société mixte, contrôlée par l'Etat et l'Association technique d'importation charbonnière, assure la majorité du trafic et, pour faire face à la concurrence étrangère, fait appel périodiquement à l'aide des pouvoirs publics. Des entreprises privées, la SANARA et la SOGESTRAN, avec chacune 130 bateaux environ, assurent des transports spécialisés tels les produits pétroliers, les automobiles, les engrais, le charbon. Elles assurent une bonne part du trafic du Nord et du Rhône, et la SOGESTRAN assure la moitié de celui sur la Seine et sur l'Oise.

L'ensemble des plus grandes entreprises ont ainsi environ 400 bateaux, surtout des « pousseurs de barges » et des bateaux spécialisés et emploient 2 800 navigants et plusieurs centaines de salariés à terre. Il y a aussi des « petites flottes », une quarantaine de petites entreprises qui ont ensemble près de 350 bateaux.

Les artisans mariniers sont les plus nombreux, principalement sur les voies d'eau de plus petit gabarit.

Le transport par voie d'eau est aussi en concurrence avec le rail et la route. D'abord parce qu'il n'accède qu'à 37 départements. D'autre part, beaucoup de voies d'eau n'ont pas été aménagées pour de grands gabarits : les crédits qui leur sont alloués dans le budget des infrastructures de transports sont passés ces vingt dernières années de 7,3 % à 1,6 % d'après le rapport Grégoire publié par le ministère des Transports et dont nous



Barrage de péniches sur la Saône.

(AFP)

tirons la plupart des chiffres cités ici. Au contraire, le développement des autoroutes a assuré un important développement au transport routier. De son côté, la SNCF a assuré des tarifs préférentiels aux entreprises et installé des embranchements partant des usines par des prêts très avantageux sur vingt ans.

Autant de faits qui imposent une forte concurrence aux mariniers, bien que le coût du transport par voie d'eau reste le plus bas : 19 centimes à la tonne-kilomètre, contre 25 pour le rail et 61 pour la route.

Cela dit, c'est la crise d'avant-garde que la concurrence de la route et du rail qui affecte le plus les mariniers. En effet, leur part de marché depuis 1974 reste à peu près la même — autour de 15 % du tonnage transporté. C'est ce marché qui a diminué.

Dans le conflit actuel, les mariniers réclament le transfert de fret du rail à la voie d'eau, la SNCF étant accusée de « concurrence déloyale » puisqu'elle « se fiche d'être déficitaire, obtenant de toute façon des subventions », disait

un marinier. Et ils réclament aussi des subventions quand ils sont « en attente de fret ».

La création d'une Entreprise artisanale de transport par eau suscitée par le ministère des Transports a pour but de leur permettre de négocier ensemble, avec plus de poids face aux entreprises. Et une Chambre nationale de la batellerie artisanale vient aussi d'être créée pour les représenter auprès des pouvoirs publics. D'autre part, le ministère affirme son intention de moderniser les voies d'eau.

Mais encore faut-il qu'il y ait quelque chose à transporter et plus d'un marinier, qui s'est endetté pour acheter son bateau et son indépendance, se trouve en difficulté. D'après *Libération*, à la Bourse d'affrètement de Lyon, le tableau est désespérément vide depuis 40 jours. Et un marinier, interviewé par France-Inter, déclarait avoir fait cinq transports depuis janvier alors que, d'après lui, ce sont deux transports par mois qu'il lui faut pour s'en tirer.

Michel BROUSSE

Le numéro 113 de LUTTE DE CLASSE, mensuel trotskyste, édité par LUTTE OUVRIERE, est en vente.

Au sommaire :

- Elections européennes : le recul de la gauche.
- PCF : à droite toutes ?
- Allemagne : grève pour les 35 heures.
- Indira Gandhi et les Sikhs : l'Inde des nationalismes.
- Uruguay : la fin de la dictature militaire.
- Parti Communiste Internationaliste : vers quel parti des travailleurs ?

## Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE  
pour une période de un an : 180 F  
pour une période de six mois : 95 F  
LUTTE DE CLASSE  
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)  
pour une période de un an : 60 F

NOM : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : .....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.  
(1) Rayer les mentions inutiles



## Référendum :

# Mitterrand s'incline devant la droite, tout en se donnant l'air de la prendre au piège

**V**OICI donc pourquoi Mitterrand a tenu à se programmer, en toute hâte et en grande pompe, à l'heure supposée de la plus grande écoute, sur toutes les chaînes de télé et toutes les radios nationales : il nous invite à retourner aux urnes dès septembre. Il y a bien des cantonales, puis des législatives prévues pour 1985 et 1986, peut-être même des régionales un de ces jours. Mais le président a sans doute jugé qu'on ne pouvait pas attendre un an ou deux. C'est tout de suite qu'il a voulu donner l'occasion de se rattraper à tous ceux qui, en juin, ont jugé que les bulletins de vote ne servaient à rien...

Bien sûr, l'opération de petite politique peut sembler bien jouée. On doit s'en frotter les mains à l'Elysée.

Devant la défaite de la gauche aux élections européennes, la droite faisait le forcing pour presser le gouvernement et Mitterrand, et les obliger à céder encore du terrain. Et sa dernière trouvaille avait été de réclamer un référendum sur la question de l'enseignement, histoire d'ennuyer un peu plus un gouvernement déjà bien ennuyé par ce problème de l'école.

Eh bien, Mitterrand a finalement trouvé la parade. Sous le prétexte que la Constitution ne permet pas présentement de proposer un référendum sur un tel sujet, lui, il propose un référendum pour changer la Constitution, un référendum sur les possibilités d'organiser un référendum ! Qui, du coup, peut être bien ennuyée, sinon la droite, puisqu'il lui sera difficile de trouver le prétexte de faire voter non à une question qui soi-disant étend encore les libertés et les droits du peuple, mais que faire voter oui, ça reviendrait à faire voter pour Mitterrand, et le plébisciter ? La balle a changé de camp : à la droite politicienne de se creuser maintenant la cervelle pour trouver une parade au bon coup de Mitterrand.

Alors, Mitterrand a réussi ? Sur le plan de l'astuce politicienne peut-être, encore que quelquefois, dans ce monde-là, à malin, malin et demi. De Gaulle lui-même, qui s'était fait une spécialité de se faire plébisciter en posant des questions auxquelles il était difficile, même pour ses

adversaires politiques, de répondre non, est finalement tombé sur un os, et a dû en démissionner.

Mais, de toute manière, si notre président de gauche a marqué un point, ce n'est que sur le plan des petites astuces politiciennes ou constitutionnelles. Pour le reste, il continue à céder à la droite et aux bourgeois, comme il le fait depuis trois ans. Dans le moment même où il semble jouer un bon tour à l'opposition en annonçant son référendum, il a aussi, dans la foulée en quelque sorte, annoncé que le gouvernement retirait son projet de loi sur le financement de l'école privée. Aussi, la droite a peut-être obtenu un référendum dont les termes l'embarrassent, mais elle a certainement obtenu en tout cas que soit retirée la loi contre laquelle tout ce que le pays compte de réactionnaires s'était mobilisé.

Cela nous indique bien immédiatement ce qu'est ce référendum. Un attrape-nigaud, ou plutôt un attrape-électeurs pour plébisciter un président qui voit son prestige se réduire de plus en plus, mais aussi pour masquer les vrais problèmes et la situation réelle.

Et la réalité, c'est que depuis trois ans Mitterrand à la présidence et la gauche au gouvernement mènent une politique de droite et cèdent sur tous les plans à la droite ou aux capitalistes ; et que pendant ce temps s'aggrave la condition de la classe ouvrière et de toutes les couches populaires, à qui le gouvernement de gauche fait payer la crise, comme l'avaient fait avant lui les gouvernements de droite, par l'extension du chômage, la hausse des prix, le blocage des salaires.

Alors, qu'importent les jeux politiques de Mitterrand, du gouvernement et de la droite. Ce référendum ne concerne pas les travailleurs : que son résultat renforce Mitterrand ou qu'il renforce l'opposition de droite, de toute manière il ne peut que renforcer un de leur ennemis.

On nous propose de voter encore une fois à la rentrée. Mais la seule rentrée que les travailleurs doivent préparer, c'est celle qui se fera dans les usines, dans la rue. C'est dans les luttes, pas dans les urnes, que les travailleurs défendront leurs intérêts.

Arlette LAGUILLER

## Licenciements économiques :

# Niveau record

Le ministère des Affaires sociales vient de publier un bilan chiffré sur l'emploi en 1983.

Deux chiffres ressortent de ces statistiques. D'abord 15 % seulement des licenciements soumis à autorisation sont refusés par l'administration. Ce qui signifie que dans 85 % des cas les patrons obtiennent les autorisations de licencier. Mais on s'en serait douté !

Par ailleurs 366 173 travailleurs, soit 2,8 % des salariés du secteur industriel et commercial privé, ont perdu leur emploi à la suite d'un licenciement économique en 1983. Soit, par rapport à 1982, une augmentation de 21,6 %.

Niveau record depuis que la législation sur les licenciements pour motif économique existe (1975).

## La perte de pouvoir d'achat, ce n'est pas perdu pour tout le monde

Les dernières prévisions de l'I.N.S.E.E. font état d'un nouvel accroissement du nombre des chômeurs, qui atteindrait 2 500 000 à la fin de l'année.

Sombres perspectives aussi du côté du pouvoir d'achat des ménages, qui reculerait de près de 1 % en moyenne annuelle.

Par contre, côté entreprises, ou plutôt côté patrons, l'I.N.S.E.E. est plus optimiste : leurs comptes se redressent, à tel point qu'ils devraient atteindre leur niveau le plus élevé depuis dix ans. Un redressement dû, en partie, explique l'INSEE, aux faibles augmentations de salaires.

Eh oui, tout se tient, et ce que perdent les uns — les travailleurs — ce sont les autres — les patrons — qui le récupèrent.

Et pas pour créer d'emplois, on le voit (l'INSEE cite d'ailleurs le chiffre de 270 000 emplois en moins en 1984).

Alors, où va l'argent ?

## RASSEMBLEMENT DEVANT L'AMBASSADE DE POLOGNE POUR PROTESTER CONTRE LE PROCÈS DU KOR

Le 12 juillet, veille de l'ouverture en Pologne du procès contre quatre dirigeants du KOR, plusieurs centaines de manifestants se sont rassemblés sur l'esplanade des Invalides, à Paris, devant l'ambassade de Pologne.

Cette manifestation de protestation était appelée par le Comité de solidarité avec « Solidarnosc » et soutenue par plusieurs organisations d'extrême-gauche, dont le Parti Communiste Internationaliste, la Ligue Communiste Révolutionnaire et Lutte Ouvrière.

Aux cris de « Libérez Kuron, Michnik, et tous leurs camarades », les manifestants ont montré qu'ils étaient solidaires des travailleurs polonais.

(Voir notre article page 8)



## Il y a des coups de pompe qui se perdent !

22 centimes d'augmentation sur le prix du litre d'essence, juste au moment des grands départs en vacances, le gouvernement n'y est pas allé de main morte pour faire la poche aux automobilistes. Et là, même pas question d'invoquer le prétexte du dollar qui monte, du pétrole brut plus cher, alors que les pays producteurs de pétrole se réunissent, eux, pour voir comment ils pourraient lutter contre la baisse du prix du pétrole brut justement.

Non, sur ces 22 centimes de hausse, 20 centimes tomberont directement dans la poche de l'Etat sous forme d'augmentation de la taxe. Quelques jours à peine après que Mitterrand a annoncé qu'il allait réduire les impôts, il fallait le faire ! Mais il est vrai qu'en matière de baisse d'impôt, le seul dont on parle sérieusement est la taxe professionnelle, l'impôt dont les patrons demandent la baisse.

Et le prétexte invoqué par le gouvernement pour justifier cette hausse ne tient pas debout : il faudrait, grâce à la hausse des prix, pousser les Français à

moins consommer ; le produit de la nouvelle taxe pourrait financer les économies d'énergie, le tout afin, paraît-il, de réduire la facture pétrolière de la France, alors que la consommation d'essence et de super a en réalité peu augmenté cette année (1,8 % en volume par rapport à 1983). Au contraire, en faisant la hausse à la veille de l'été, il s'agit plutôt de profiter à fond de la période de forte consommation d'essence par les automobilistes pour remplir les caisses de l'Etat.

Certes, le gouvernement venait justement d'avoir un petit déboire avec la vignette de 1 % qu'il avait créée sur les tabacs : elle n'était pas conforme aux règlements européens et il a dû la supprimer : 2,7 milliards de manque à gagner par an. Le chauffeur paierait donc pour le fumeur. Mais même si c'était vraiment ça, l'opération serait tout bénéfice puisque la nouvelle taxe de 20 centimes sur l'essence doit rapporter 6 à 7 milliards. Et le gouvernement qui a dû retirer sa vignette sur les tabacs n'a pas perdu espoir de rétablir sa taxe supplémentaire de 1 % par un

autre biais, conforme cette fois avec la réglementation communautaire.

Et à cette hausse de l'essence risque de s'ajouter prochainement une augmentation de 10 centimes sur le prix de base des communications téléphoniques, qui ont pourtant déjà été récemment augmentées de 5 centimes. Cela rapporterait encore une dizaine de milliards de francs à l'Etat. Bien sûr cette hausse ne ferait pas mentir Mitterrand, car elle ne serait pas officiellement considérée comme une hausse des impôts.

On parle de réduire la pression de la fiscalité et on satisfait en partie sur ce point les patrons, mais tous les moyens sont bons pour pomper des finances supplémentaires sur le dos de la population. Pour ce faire, aussi menteur et hypocrite que son prédécesseur, Mitterrand n'hésite pas à utiliser la vieille recette tant usée sous la droite pour essayer d'éviter les réactions du public : faire ses plus mauvais coups à la veille des départs en vacances.

Olivier BELIN

### SECURITE SOCIALE :

## Attention, un train de mesures peut en cacher un autre...

Bérégovoy, ministre des Affaires sociales, a annoncé de nouvelles mesures relatives à la Sécurité sociale. Elles devraient être adoptées au Conseil des ministres du 19 juillet.

Derrière une vitrine moderniste (vive l'informatique) et simplificatrice (à bas la pape-rasserie), se profilent aussi de nouvelles atteintes aux droits des assurés.

Non content d'avoir déjà imposé le prélèvement supplémentaire de 1 %, limité les remboursements, freiné les allocations familiales, créé le forfait (c'est bien le mot !) hospitalier, bloqué les budgets des hôpitaux et le recrutement du personnel, le ministre propose

aujourd'hui de faire payer encore plus les assurés : relèvement de son forfait hospitalier, abaissement du taux des remboursements voire suppression totale du remboursement pour certains médicaments ; et surtout une nouvelle trouvaille : le non-remboursement temporaire des petites sommes. Celles-ci seraient inscrites sur un compte. Le remboursement serait effectué lorsque le total atteindrait un certain seuil qui pourrait être de l'ordre de 200 F. Un assuré pourrait rester ainsi des mois sans rien percevoir. Il serait même question de ne pas du tout rembourser si le seuil n'est pas dépassé dans l'année...

En contrepartie de ces mesures lourdes de conséquences pour les petits revenus, Bérégovoy met en avant quelques avantages : la Sécurité sociale n'exigerait plus le remboursement au jour le jour des petites sommes de trop perçu. Elle les mettrait au débit du compte personnel et retiendrait la somme sur les prochains remboursements. Il serait aussi question de supprimer le 1 % exceptionnel de prélèvement obligatoire. Une mesure promise depuis longtemps mais pas encore tenue... Mais là rien d'exceptionnel !

Et de toute façon, les retenues risquent de représenter bien plus que les avantages !

Joëlle GERARD

### MITTERRIX CHEZ LES ARVERNES

## Coup de torchon... et tour de cochon !

Les 5 et 6 juillet derniers, c'était la tournée présidentielle en Auvergne. Un événement pour les notables de la région !

Alors, à Clermont, des centaines d'employés municipaux ont été mobilisés pour tout faire briller : nettoyage des rues où devait passer le cortège, remise à neuf des drapeaux, salle des fêtes rénovée, parquet et teintures remplacés... et répétition en plein air de l'Harmonie municipale. Même le vieux Vercingétorix, place de Jaude, s'était fait briser la moustache pour être de la réception. Quant à l'imposant déballage de CRS et autre service d'ordre, il créait un embouteillage monstre en ville, surtout au moment de la sortie de l'équipe du matin de Michelin. Merci pour nous.

Tout ça pour que, d'Aurillac à Montluçon, de Clermont à Moulins, Mitterrand aille seriner son couplet favori : « Des efforts, de la rigueur, des sacrifices, de la volonté pour sortir la France de l'ornière... ».

Les travailleurs de chez Sauvagnat à Aurillac, entreprise

qui risque aujourd'hui de fermer après avoir licencié la moitié de son personnel, ceux de Dunlop qui vient de réduire ses effectifs de près de 3 000 à un millier, ceux de Potain et de HES à Moulins menacés de fermeture, ont apprécié ces belles paroles. « Ce sont des mesures prises pour votre bien » a osé dire Mitterrand à Aurillac : « L'Etat ne peut pas obliger les industriels à investir et à embaucher s'ils ne veulent pas ».

On comprend le sourire épanoui de François Michelin qui invitait l'autre François à faire un tour de piste à Ladoux, le centre de recherche le plus moderne du groupe !

Seul fait positif de la visite : pour permettre l'atterrissage de l'hélicoptère présidentiel à Clermont, l'angle de la place dite du 1<sup>er</sup> mai a été goudronné : les employés de la Sécurité sociale auront enfin un parking correct.

La prochaine fois, inutile d'envoyer le président, le bitume suffira...

Correspondant LO

### PROJET DE MOSQUEE A SEVRAN :

## La droite exploite le racisme, la gauche s'écrase

A Sevrans, en Seine-Saint-Denis, une association islamique voulait faire construire une mosquée sur un terrain libre. Le maire communiste avait donné son accord, verbal, mais tout bascula lorsque le conseiller RPR partit en guerre contre le projet.

Il faut préciser qu'à Sevrans, Le Pen a fait 18 % des voix aux Européennes. Aussi le conseiller RPR, Pierre Fleury, n'a sans doute pas voulu louer le coche. Et il le dit clairement : « Nous récusons leur idéologie. Mais si on ne fait rien pour ce problème de mosquée, il suffit que Le Pen vienne pour que tout le monde l'ait dans le cul ». Aussi fit-il distribuer le texte suivant à Sevrans : « Encore top secret : une mosquée à Sevrans... Notre barbu de maire ne voit plus que par le Coran et avant de donner le droit de vote aux étrangers, il veut les réunir autour de cet insensé projet de mosquée qui risque de troubler la paix publique dans le quartier du canal de l'Ourcq avant de s'étendre à toute notre ville,

voire à toute la région... Notre ville est française et nous, fiers de l'être », avec pour conclusion « veillons tous ensemble pour que Sevrans reste une belle ville française. »

A part cela, Pierre Fleury se défend d'être raciste : « Le tract n'est pas raciste... C'est un tract anti-communiste, pas un tract anti-immigré ».

Il faut seulement remarquer qu'on peut être, au RPR, les deux à la fois...

En tout cas, la mairie PCF s'est trouvée embarrassée. Si dans un tract, le PCF dénonce comment « dans un torchon, (Fleury) appelle à la haine raciale et xénophobe », le maire, lui, s'est réfugié derrière un problème de places de parking qui a été soulevé fort opportunément, pour amener l'association musulmane à retirer son projet de mosquée...

Comme l'a dit un conseiller municipal de Sevrans « c'est toute la gauche qui baisse son froc devant les fascistes ».

Julie RENOIR

### MITTERRAND EN JORDANIE :

## Paroles de paix et ventes d'armes

Mitterrand s'est rendu en Jordanie les 9 et 10 juillet. Le gouvernement français a de toute façon bien peu de moyens d'influer sur l'évolution du conflit du Moyen-Orient et en ce moment moins que jamais : tout le monde s'accorde à reconnaître en effet que la situation est pour le moins gelée, car

suspendue aux décisions des Etats-Unis après les élections présidentielles, et aux résultats des élections en Israël.

Mais si tout cela ne rapporte guère de grands résultats, cela peut quand même rapporter des profits : il serait question que la Jordanie achète pro-

chainement à la France tout un lot d'armements, allant des camions militaires à un système de défense anti-aérienne. Peut-être pas un grand homme d'Etat, Mitterrand, mais comme commis-voyageur des marchands de canons tricolores, il se défend...





## difficile de viser le centre sans se faire plumer l'aile droite

Il n'y a pas que la gauche qui ait été surprise et perturbée par les résultats des élections européennes. A droite, la victoire de Le Pen pose aussi quelques problèmes. En particulier au RPR et à Jacques Chirac dont l'électorat a été en partie attiré par les thèmes démagogiques agités par Le Pen.

Le dernier comité central du RPR s'est donc penché sur la question. Au sein même du RPR, les intérêts ne sont pas nécessairement convergents. S'il suffisait au RPR de reprendre la démagogie de Le Pen pour récupérer son électorat, la voie serait aisée : le RPR a suffisamment montré dans le passé sa capacité en ce domaine.

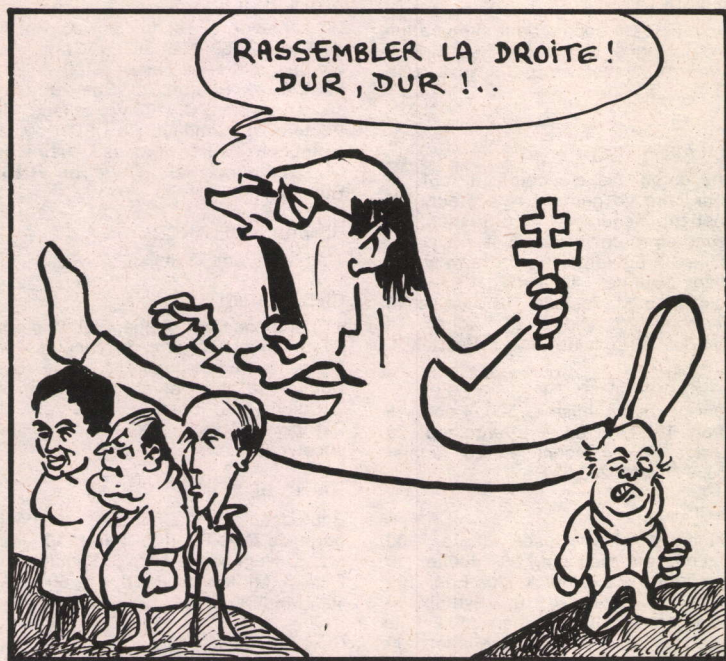
D'ailleurs, en même temps qu'il dénonçait en Le Pen une « *démagogie extrémiste* », Jacques Chirac n'hésitait pas à retrouver lui-même un langage assez dur et à ressortir ses vieux thèmes familiers de l'insécurité, du laxisme de la justice, des immigrés, du nationalisme...

La difficulté réside ailleurs dans les différents enjeux électoraux. La présence de Le Pen ne se pose pas dans les mêmes termes à chaque occasion électorale, municipale, législative ou présidentielle. Et surtout elle ne se pose pas aux mêmes individus. Le maire ou le député RPR soucieux de conserver son siège, dût-il pour cela faire alliance avec Le Pen, n'a pas les mêmes impératifs qu'un Jacques Chirac dont le regard et surtout les ambitions politiques vont bien au-delà de sa mairie ou des prochaines législatives de 1986. Il vise, lui, les présidentielles de 1988.

Un Pierre Bas, député RPR de Paris, maire du VI<sup>e</sup> arrondissement, exprime sans ambages une partie du dilemme.

Ce qu'il pense du politicien Le Pen, — « *C'est un braillard. Il raisonne souvent comme un sabot* » — n'a guère d'importance. Pour lui, l'enjeu est ailleurs : « *Si je rencontre Le Pen, je lui serre la main. Je parlerai avec lui toutes les fois que ce sera dans l'intérêt de mon arrondissement* »... Autrement dit, de mon siège !

Par contre, Jacques Toubon, autre député de Paris, voit plus loin. La pire erreur pour le RPR serait de « *se positionner du plus petit côté : à moyen terme, le problème de Chirac n'est pas d'avoir les voix de Le Pen. C'est d'avoir les autres* ». Entendez par là les voix du centre et la droite traditionnelle, de la bourgeoisie libé-



rale, celle qui vote plutôt Giscard, Barre ou Simone Veil.

« S'ancrer » trop à droite, et a fortiori à l'extrême, du « *plus petit côté* », comme dit Toubon, risque précisément d'éloigner cet électorat-là... sans pour autant nécessairement récupérer l'électorat passé chez Le Pen.

Ce calcul électoral de Chirac et de son état-major n'est pas nouveau. Depuis « l'appel de Cochon » et surtout depuis la victoire de la gauche en 1981, Jacques Chirac a adopté un « profil bas », bon chic bon genre, rassembleur de tous les Français ou presque, président respectable en somme. Il a gommé volontairement dans son langage, dans ses propos et ses attitudes, l'aspect tribun populaire, bagarreur et hargneux, qui se saisissait de tout et de n'importe quoi pour partir en guerre contre la gauche. Son alliance avec Simone Veil aux Européennes s'inscrivait aussi dans cette perspective de se donner une image de marque moins marquée aux extrêmes dans la mesure où cela lui permettait d'apparaître comme le leader le plus en vue d'une droite unie rassemblant aussi les électeurs centristes.

Sans vouloir modifier cette stratégie électorale

qu'il estime plus payante à long terme, Jacques Chirac doit aujourd'hui tout de même tenir compte de la nouvelle donne. A quoi lui servirait en effet de gagner sur son flanc gauche ce qu'il perdrait sur son flanc droit ?

Il lui faut donc retrouver une partie de ses anciens accents vengeurs et vindicatifs envers le pouvoir « *socialo-communiste* » pour regagner son électorat, sans pour autant apparaître comme proche de l'homme Le Pen pour ne pas perdre, voire pour gagner, l'électorat de Simone Veil.

Un subtil jeu d'équilibre, pas facile à tenir. Car Giscard-Veil-Barre d'un côté et Le Pen de l'autre ont bien l'intention d'occuper les « *créniaux* » qui sont d'ores et déjà les leurs.

A moins, bien sûr, que la situation change au sein de la droite d'ici 1986 ou 1988. Car, la crise aidant, il n'est pas impossible que l'opinion de droite se radicalise. Les bourgeois aujourd'hui « *libéraux* » et « *démocrates* » pourraient l'être beaucoup moins dans l'avenir.

Dans une telle éventualité, Jacques Chirac aurait peut-être les coudées plus franches. Mais pour l'instant, il doit continuer son grand écart...

Alain MARQUET



« Fluctuat », c'est justement le problème !

Ph. AFP

## Le Parti Socialiste existe... Frossard l'a rencontré !

André Frossard est chroniqueur au Figaro. A première vue, il semblerait donc plutôt porté à soutenir les manœuvres d'obstruction organisées par les députés de l'opposition au Palais Bourbon à propos des lois sur la presse et l'école.

Il n'en est rien. Ou plus exactement, il sait, lui, reconnaître les vrais enjeux derrière les éclats de voix et les effets de manches.

Voici en quels termes, sans la moindre ambiguïté, il s'adresse à l'opposition et lui conseille de ne point trop s'agi-

ter et surtout de ne point réclamer pour l'instant le pouvoir : « Les socialistes sont en train de faire le plus difficile : couler le Parti Communiste. (...) C'est la réussite majeure du Parti Socialiste et peut-être, à vrai dire, la seule, pour le moment. (...) L'opposition devrait la saluer jour et nuit avec enthousiasme et oublier momentanément le reste, qui peut attendre ».

Bref, le Parti Socialiste fait le sale boulot, dit André Frossard à ses amis, laissez-le vivre !

## Des manifestants pleins d'assurances

Pour la manifestation en faveur de l'école privée, l'UNAPEL (l'organisation des parents d'élèves de ces écoles) avait vraiment tout prévu !

Dans son numéro du 28 juin dernier, La Lettre de l'Assurance (revue professionnelle) informe ses abonnés que l'UNAPEL avait pris la précaution de couvrir sa responsabilité civile en tant qu'organisa-

trice. Elle a ainsi assuré les 20 000 membres de son service d'ordre par une assurance « *individuelle-accident* ». Cela lui a coûté 700.000 francs (70 millions anciens) pour la journée !

C'est plus cher que de s'en remettre à la divine providence, mais il faut croire que, pour ces adeptes de l'école des curés, c'est plus sûr !

## La Chambre des députés, Sénat...vrant



Parmi les rares citoyens français qui ne songent pas aux vacances en ce moment, il y a les députés de l'opposition qui font en ce moment de l'obstruction au Parlement pour retarder le vote de la loi sur la presse et celle sur l'école privée. Ils voudraient faire traîner jusqu'à la rentrée scolaire pour l'école, et le plus longtemps possible pour la presse, car certains détails techniques permettraient alors à Hersant de retarder son application jusqu'aux élections de 1986, qui viendraient sans doute le sauver en changeant la loi.

C'est donc la guérilla au Parlement ou, comme disent certains, le « *psychodrame permanent* ». Le Parlement ressemble de plus en plus à Guignol.

Au Sénat, en principe, les membres de l'opposition envisagent la même tactique, mais les sénateurs ont un autre

âge. Perclus et chenus, ils ne suivent plus le rythme. Poher, le président du Sénat, a réclamé un répit du 3 au 26 août « *pour permettre aux sénateurs et au personnel de bénéficier d'un peu de repos* ». Ce qui lui a valu ce ferme rappel qu'« *une session extraordinaire est faite pour travailler et siéger sans interruption tout le temps nécessaire pour achever l'examen des textes inscrits à l'ordre du jour* ». Les sénateurs de gauche, plus récents, et sans doute plus jeunes, sont féroces avec leurs aînés !

Les députés de l'opposition auront peut-être les membres du gouvernement à l'usure, mais les socialo-communistes auront peut-être la peau des sénateurs de droite.

Dur métier. Sur les plages, on pensera parfois à eux...

A.V.



# Nous continuons à publier la liste de tous ceux qui, pour les élections européennes, nous ont aidés à faire entendre « La voix des travailleurs qui en ont assez d'être trahis par la gauche et opprimés par la droite ».

## CHOLET

Soularue J.M., 30. Denis, 20. Auhieu, 50. Rousset, 50. Mouchel, 10. Coeurdray, 20. Un ouvrier Michelin, 25. Un ouvrier Michelin, 100. Un candidat aux élections européennes, 100. Ouvrier Michelin, 30. Ouvrier Michelin, 20. Ouvrier Michelin, 100. Ouvrier Michelin, 50. Ouvrier Michelin, 50. Ouvrier Michelin, 5. Ouvrier Michelin, 14. Ouvrier Michelin, 10. Triki Thérèse, 100. Collecte Michelin, 188. Une sympathisante, 20. Une sympathisante, 20. Obligis Jacky, 20. Tricoire Bernard, 20. Aubron Elisabeth, 10. Denel Cathy, 20. Taouzy Claudine, 10. Bouron Augustine, 10. Neeniwala Gilbert, 20. Moustain MLD, 20. Sympathisant Clairefontaine, 150. Ouvrier Michelin, 10. Ouvrier, 10. Anonyme, 10. Chauffeur bus Angers, 50. Ouvrier Michelin, 30. Quartier Facreau, 31. Rodriguez F., 20. Ouvrier Michelin, 20. Ouvrier Michelin, 10.

## ROUBAIX ET ENVIRONS

Eliane M., 50. Sagagne, 10. Par solidarité, 100.

## VILLENEUVE D'ASCQ

M. Carlier, 10. Maryse, 200.

## NORD

Champagne, 17. Yves, 100. Benoit, 100. Philippe, formateur assistant social, 50. Claude, professeur, 100. Eri, étudiant, 50. Marie-Françoise, assistante sociale, 10. Un copain, 1800. Vente à Annoeulin, 50. Vente à Auchan Englos, 120. Vente à Wavrin (Moseaux), 50.

## HAUBOURDIN

Bosseman C., 10. Boulnois V., 20. Jean-Luc Khennaoui, 10. Pascal Guibert, 10. Jean-Marc Bloube, 10. Ginette Musset, une révoltée, 10.

## MASSEY FERGUSSON MARQUETTE LES LILLE

Andres, délégué CFDT, 10. Mauricette, 10. Jacques militant CGT, 10. Arnaud militant CGT, 10. Triki, Fraiseur, 10. Bruno Wisniesli, élu CFDT, 10. Bernard, militant CGT, 10. Ouche René, ajusteur, 10. Yves, ajusteur, 10. Jean-Luc, tôlier, 10. Cisailles Joseph, 10. Alain, 10. Jean-Claude, 10. Bernard, 10. Jean-Louis Cariste, 10. Lécu, 10. Christian, ajusteur-outilleur, 10. François, soudeur, 10. Franck, soudeur, 10. Michel, soudeur, 10. Alfred, réglleur, 10. Alfonso, électricien, 10. Robert, entretien, 10. Pierrot J.-Marc, fraiseur, 20. Pietro, soudeur, 10. Alain, soudeur, 10. Koormayah Ramana, assembleur, 20. Un assembleur, 10. René, assembleur, 10. Francis W., 10. Beckler, assembleur, 10. Jean-Marie, 10. Didier, 10. André (Foyer), 10. Basille, ajusteur, 10. Pierre, mécanicien, 10. Jean-Claude, soudeur, 10. Jean-Michel, 20. Charles, soudeur, 10. Fabien, soudeur, 10. Hervé, soudeur, 10. Bernard, assembleur, 10. Bébert, assembleur, 10. Edmond, soudeur, 10. Jean-Pierre, soudeur, 5. Patrick, soudeur, 10. Edouard, soudeur, 10. Jean-Marc, électricien, 10. 6 ouvriers collecte MF, 10.

## TOURCOING

Martine Deoulder, 50.

## DUNKERQUE

Leuchart, 10. Delporte, 10. Warten, 10. Soutien d'Antoine (militant de la LCR), 10. Simone, 300. Jean-Luc, 65. Une ancienne lycéenne, 5.

## LEVER HAUBOURDIN

Vandercruyssen Francis, 50. Mme Bertho-Vandercruyssen, 50. Denger-mont Jean-Marc, 10. Denger-mont Michel, 10. Geirmart Robert, 10. Denger-mont Louis, 10.

## METZ

Yolande, 150. Pascal, 200.

## NANCY

Militant de gauche déçu, 30. Etudiante, 20. Steefy, secrétaire, 50. Pour qu'Arlette dise mon écœurement, 50. Guy anti Le Pen, 35. Marguerite Meyer, 20. Jeandel Martine (pour qu'elle puisse s'exprimer), 10. Christiane, 100.

## MARCHE HAGONDAGE

Schmitt, 20. Benner A., 10. Baddi, 5. Collecte Fives Cail Babcock, 80. Collecte Redoute, Roubaix, 111. Professeur Villeneuve d'Ascq, 300. Un agent de service HEM, 50. Hubert Louise, 70. Un agent CHR, 90. Guenegan, 20. Delvincourt, 50.

## ROMBAS

Lang, 10. Fleur, 10. Anonyme, 10. Wil-demy, 10. Anonyme, 10. Veronesi, 10. Un retraité, 10. Une électrice de gauche déçue, 20.

## FORBACH

Dominique, 250.

## LUNEVILLE

Retraité, 10. Travailleur immigré, 30. Anonyme, 20. Retraité, 20.

## CHALONS/S

Soutien à Arlette, 30.

## BOURGOGNE ELECTRONIQUE DIJON

Joane, 50. Parents, 50. Un déçu de la gauche, 20. Un sympathisant BE, 50. Chantal, BE, 20.

## SNCF DIJON

Un cheminot, 50.

## PTT DIJON

Un électricien, 30. Un statisticien, 20. Un complément, 10. Pour la lutte, 20.

## DIJON

Un prof de Châlon, 100. Nicole, 10. Elie et Sylvie, 20. Un cheminot Dijon PN, 50. Jean-François, 100. Un cheminot Dijon ville, 50. Daniel, 100. Un sympathisant, 50. Un copain, 100. Joëlle, éducatrice, 50. Mannon, 10. Ouvrier Peugeot, 50. Soutien Peugeot, 24. Petitot, 200. Un ouvrier de Peugeot, 50. Un ouvrier de Peugeot, 50. Une ouvrière CHR, un ouvrier intérimaire, 25. Employé mairie, 30. Mignon, 10. Porte CHR, 20. Une chômeuse, 25. Chômeur, 15. George et Suzanne, 400. Gabriel, 200. Jacqueline, 100. Ouvrier Peugeot, 50. Nouron, 10. Ouvrier Peugeot, 50. Fac, pour la démocratie, 16. Jeune dessinateur, 100. Jean-not Peugeot, 30. Michel, Peugeot, 10.

## CHR DIJON

Renard avance. Ex CHR, 13. Gillet Simone, 50. Delion, Christian, 50. Yves, 50. Bernard, 50. Soutien, 44. Georgette, 40. Jorrot Michel, 100. Dominique Perney, 50. Jean-Paul, 100. Gueux, 50. J.-P. Gay, 50. Oudot, 50.

## DIJON

Une sympathisante de fac, 50. Fred, Lycée Carnot, 50.

## GRESILLES DIJON

Une rêveuse ambitieuse, 60. Claudine, 50. Une maman, 40.

## AUTUN (Saône et Loire)

Kolacki, 20. Dominique, 20. Bergeret, 100. Poleggi, 20. Maillier, 100.

## DOLE (Jura)

Une lycéenne de Naudier, 30.

## TROYES

Des retraités, 50. Un ouvrier, 50.

## CLERMONT-FERRAND

Lucie et Georges, retraités, 50. Luc, artisan, 30. Anne-Marie, inf., 20. Réjane, aide-soignante, 20. Nicole, infirmière, 30. Jean-Yves Poteaux, 100. Peco, 50. Mimile, 20. Le Père, 20. Dédé, 50. Guili, ouvrier Michelin, 20. Dugnon, ouvrier Michelin, 10. Jean-Pierre, ouvrier Michelin, 20. Dugard, ouvrier Michelin, 10. EDF Issoire, 100. Employée Sécu Clermont, 50. Ouvrier lamineur cédéur, 30. Un gars de cédéur, 20. Un fondeur cédéur, 20. Un manutentionnaire filage cédéur, 30. Un ouvrier de W, 20. Relot, 30. Labarre, 500. Juillet, 50. Une infirmière, 50. Nadine, 10. Michelle, 10. Sympathisante, 10. Joulia Giovanna, 100. Une amie, 30. Porphyre Michèle, 10. Cuny Pascal, 10. Sympathisant, 20. Françoise, 10. Joëlle, 15. Copine, 300. Un mensuel d'OCX, 4. Un professionnel de N, 100. Un professionnel de GD, 33. N. Moizan, 30. Moise, 80. Ouvrier Michelin, 44. LECTRICE du journal, 50. Instituteur, 20. Sabine, 15. Babette, 50. Ravel, 50. Un prof, 50. Bodeau, 50. Joël, 20. Emmanuelle, 100. Gilles, 150. Annick, 150. Mercier, 50. Travailleur immigré, 6. Un copain prolo, 30. Electricien, 10.

## AIA CLERMONT-FERRAND

Anonyme, 20. Guytoul, 50. De Monchy, 10. Gillet, 10. Delattre, 10. Patrice, 50. Un électricien, 10. Sympathisant, 50. Claude, 10. Guy, 50. Bernard, 100. Didier, 20. Nanar, 30. Coco, 35. Electricien, 10.

## CAEN

Jean-Louis L., 5. Un DEUG A 1, 10. Landais P., 5. Sylvain, 10.

## LE HAVRE

Employée CFR, 50.

## ROUEN

Des parents, 250. Daniel A., 10. Tanne, 10. Lefevre B., 10. Un sympathisant d'ICI francolor, 50. Une enseignante de Grand Quevilly, 14. Boubakar, 50. Eliane, 50. Brigitte, 30. Sympathisants, 45.

## RENAULT CLEON

Didier, 10. Un copain de la préparation, 6. Delplanque, 10. Un contrôleur, 5. Lempereur, 10. Valleran, 10. Gilles, 10. Ketti, 13.

## MALAKOFF (92)

Une dame pas d'accord sur tout, 10. Pour faire un geste, 5. Ma sœur, 100. Postière découragée, 10. Christian, PTT Brune en route vers les 5 %, 10. Caste-guier, 10. Eguienta, 10. Un vanvéen, 10. Mme Bouthier Jocelyne, 10. Marie-Louise, 15. Marie José, 10. Maurice, 10. Nermond, 10. Thellis, 10. Itchah, 10. 3,14 R, 5. Coirint, 10. June, 5. Reullot, 10.

## RNUR RUEIL CTR

Pour le communisme, 500. Fégé, 15. Vitor, 10. Loulou, 20. Vergniaud, 20. Patrice, 50. Un technicien, 20. Ammar, 150. Collecte, 273,50 F.

## PARIS

Esther, 100. Marie-Josée, 40. Joe, 100. Claude, un médecin, 80. Joëlle, 30. Dominique, 50. Annick, 20. Eric, 100. Anonyme, 50. Gérard, 10. Meyr-neix, 50. Jean-Claude, 30. Une mère, 100. Pour l'essence, 46. Soutien, 54. Michel, 100. Dominique, 200. Marie, 100. Jean-Pierre, 100. Pat, 100. Annie, 50. Divers, 40. Un militant, 1000. Philippe, 200. François, 50. Michel, 100. Lombard ancien CGTU, 10. Thierry, 47,50. Anonyme, 9,50. Un sympathisant, 20. Un copain, 50. Les parents d'un copain, 50. Jocelyne, 30. Sylvie, 100. Annick, 40. Soutien, 10. Lemy, 50. Sayan, 50. Rémy, 30. Kaya, 20. Mehmet, 50. Goran, 20. Sultana, 20. Houari, 44. Cuisinier déçu, 20. Metin, 30. Umur Kogoglu, 20. Balbino Julia, 10. Esmeralda, 10. Cité Maggugue, 4. Leblanc, 20. X, 10. Marcel, 10. X, 22. U.S., 50. M.N., 30. L.T., 20. Fabienne, 50. Delangle A., 30. Un copain, 100. Elisabeth, 100. Ginette, 100. Bruno, 100. Bernard Bon, 100. Iniguez, 10. Fanchon T., 200. Blanchard X, 30. Diacono, 40.

## RHONE POULENC VITRY

Jean-Pierre, 100. Marie Ange, 300. Anne-Marie, 50. Jean-Claude, 120. Casimir, 100.

## COMPTEURS SCHLUMBERGER

Scaglia, 100. Bouny, 100. Maurice, 50. Gilles, 50. Hassi, 20. Tagat, 50. Claude, 10. Anonyme, 10. Straka, 10. Un copain, 20. Un ouvrier, 10. Mme Ansine, 10. 7 travailleurs, 55. Viviane, 15. Suzanne, 20. 5 travailleurs, 35. Ambroise, 10.

## PARIS

Collecte de la NCR, 128.

BNP : Antoinette, 50. Un retraité, 30. Nicole, 50. Didier, 50. Hamaine, 10. Patricia, 30. G. Bos, 20. Catherine, 10. Christian, 10. Dédée, 10. Un employé BNP, 10. Cohnan, 15. Annick, 10. Un employé, 5. Une copine CGT, 10. Nadine, 10. Le Pen-nec, 90. Laure, 10. Geneviève, 50. Jonas, 50.

Collecte Citroën St-Ouen, 310. Olivier, 10. Anonyme, 10. Pascal, 45. Il, 10. Maman d'un copain, 30. Kopa, 50.

## THOMSON VELIZY

Sympathisante, 30. Pour Arlette, 30. Tomasiki, 30. Ahmed, 10. Payet, 20. Sans monnaie pour la collecte, 10. Pater, 10. Le pinceur, 20. Jean, 20.

## LE MANS

Sylvie, 10.

## DREUX

Un instit, 50. Ortega, 10. Le Doeuff J., 10. Victor Z., 10. Cool Marie, 10. Le Douze Martien, 50.

## LIMEIL BREVANNES

Le Tiec Florence, 140. Charron Ghislaine, 100. Isabelle, 100. Le Tiec Pierre, 100. Joëlle, 10. Corinne, 10. Un mec sympa, 10.

## REGION PARISIENNE

Mory, La Courneuve, 414. Une non-déçue du socialisme, 250. Anonyme, 5. Anonyme, 4. Un travailleur de TRT, 50. Apprenti CFA, Pantin, 100.

## RENAULT DCAI

Jean 20, Djamil, 20. Paul, 10. Aissar, 50. Gisèle, 10. Christian, 10. Collecte DCAI, 41.

## FAC CENSIER

Bousghirri Ahmed, 5. Bertrand Maillot, 5. Une sympathisante, 9. Tania Quintiliano, 5. M. Foroogan, 5. Jameiro Ami, 5. Benmoussat, 6. Zabin Zeid, 14. Fall El Hadji, 2. Oumerien, bon courage, 5. Ghedjati Severine, il faut être optimiste, 5. Sivaldo, 2. Sympathisant, 10. Sympathisante, 10. Un ami, 10. Véronique, 152.

## RNUR BUREAUX

Un acheteur, 5. Technicien, 20. Ancien de Renault, 50. Garcès, 20. Grandfond, 20. Duand, 6. Sara Berteau, 100. Zaïkine Valérie, 20. Bouron, 10. Chauvel Jean, 10. Anonyme PC, 10. Vouzellaud, 50. Facteur, 10. Syndicaliste CFDT, 50. Un lecteur aux heures perdues à l'usine, 50. Un anonyme, 69. Collecte RNUR Bureaux, 90.

## RENAULT BILLANCOURT

Tino, 20. Pierre Louis, 30.

## CNGA PARIS

41 personnes ont donné, 350. Philippe, 50. Solange, 200. Eric, 70. Nicolas, 100. Edith, 44. Louis-Jean, 50. José, 500. Dominique, 50. Daniel, 50. André, 50. Rodolphe, 10. Daniel, 10. Serge, 10. Patrick, 10. Loïc, 300. Mildred, 100. Jocelyn, 50.

## HAUTS DE SEINE

Boutecoup G., 5. Charrier T., 20. A la porte du CTR Rueil, 5. Perot, 10. Jean My, 5. Hagendokoff, 3,70. Syndicaliste FEN, 5. Militant LCR, 20. CV, 500. GM, 100. Frédéric Briffaz, 28.

## CORBEIL ESSONNE

Nadir construction, 10. Abdul construction, 10. Liliane, PTT, 40. Zouane Madjid, ouvrière pour la révolution qui approche et que je sens victorieuse et je dis merde bonne chance à Arlette pour notre combat commun, 20. Garcia Lopez Gonzalez, 20. Miguel, 130.

## REIMS

Pariot Didier, 50. Wafflard Véronique, 20. Philippe H., 20. Feret, 15. MHR, 100. Françoise, 200. Odile, 30. Une copine pour Lutte Ouvrière, 500. Jacques, 250. Laurent, 40. Didier, 5. Un travailleur social, 50. Rémy, 15. Lefevre, 15. Edwige, 5. Gammardin, 50. José, 10. Un syndicaliste caviste, 10. Anonyme, 5. Galimart, 10. Dhaze martine, 20. Marcelle Decolnet, 20. S. Perardelle, 20. H. Perardelle, 50. Kaïd, 70. Pizaa, 90. Camarade sympathisant (SA), 150.

## RNUR SAINT-OUEN (93)

Jacques, 25. Un travailleur St-Ouen, 50. Collecte RNUR St-Ouen, 230.

## HOPITAL SAINT-ANTOINE PARIS

Chevalier, 50. Par conscience de classe, 30. Roig, 20. Christiane, 20. Sur un collage, 20. Leblanc, 10. Céline, 14. Anonyme, 10. Anonyme, 10.

## REGION PARIS Un groupe de sympathisants : III

## RHONE POULENC VITRY

Legall, 200. Lafosse, 30. Poulain, 20. Rosier, 30. Larue, 20. Ben, 10. J P G, 50. Deux ouvriers, 200. CNG : trois ménagères sur le marché de Vitry, 30. Deux techniciens, 60. Un ouvrier de Prolabo, 10. Deux techniciennes, 40.

## IVRY VITRY

Varenne Pierre, 20. Soutien, 40. Une personne d'accord avec Arlette, 100. Mercier Philippe, 20.

## CNG RHONE POULENC VITRY

Lardjane, 10. Une technicienne biochimie, 30. Moussa, 30. Grandin Danielle, 30. Robert Maurice, 10. Deux ourières du CNG, 20.

## TOULOUSE

Anonyme, 50. Caradant, 50. Un copain, 100. Une famille, 100. Roulland P., 17. Pour les affiches, 50. Anne, 50. Un sympathisant, 20. Un sympathisant, 20. Christian, 30. Michellin, 10. X 20, Anonyme, 10. Gilles, 20. Etienne peintre, 20. Brigitte, Philippe, 20. Anonyme, 5. Darnaud Jacques, 100. Gérard, militant CGT, 200. Gérard, 50. Travailleur Ratier, 40. INSA : Valéry Geaugey, 20. Thierry Caminel, 35. Chavareau François, 20. Campassens Denis, 40. Jean-Pierre, 20. Emile Pujol, 10. Gabriel, 30. L. Bertrand, 150. Gayraud, 25. Lezouret, 25.

## ECOLE D'INFIRMIERES

Alain, sympathisant LCR, 30. Robert, 100. Pierrette, 100. Sabine, 30. Une sympathisante, 20. Uzuner Erol, 20. Yvette, 20. Thomson DET : Collecte, 190. Bernard, 20. Alain, 20. Michèle, 10. Négrel Alain, 10. Bel Nathalie, 10. Jean Beghin, 50. Jacqueline Thillard, 16. Tis-sinier, ABG-SEMCA, 20. Un étuiant, 10. Cheyrou Marie-Pierre, 30.

## CASTRES

Une ouvrière, 100. Christian, 50. Maria, 100. Christophe, 50. Une tata, Régine, Christine, Sylvie, Marlène et Alain, 75.

## BORDEAUX

Faucher Philippe, 100. François, 15. Une vendéenne, 100.

## CHEQUES POSTAUX

Une employée, 100. Une employée, 100. Une autre, 50. Une autre, 50. Une autre, 100. Une autre, 50. Une autre, 70. Une autre, 30. 46 employé (e)s, 2 205. Une retraitée, 100. Un retraité, 50. Jean, 50. Une retraitée, 50. Bonnetcouère, 20. Un PTT, 30. Mme Gelu, 50. Nathalie, 10. Un copain, 5. Pour la révolution, 10. Vive la révolution, 10. Pierre, 15. Didier, 50. Nicolas, 20. Marie, 50. R.B., 40. Pour la révolution, 50. Pour les hommes, 50. Q.L., 50. Ahed, 15. M'Ballo, 5. Un travailleur, 3. Rahah, 5. Pour la révolution, 30. Lamara, 10. Tallet, 10. Labruno, 20. Poudens, 10. Ribero, 20. Gipouloux, 100. Merley, 38. Jafrey, 10. Gipouloux, 30. Bruno, 10.

## PARIS

Christine, 300. Françoise, 10. M., 10. Sympathisant, 10. Sympathisant, 20. Sympathisant, 10. Solange, 300. Nicole, 500. Monique, 100. Annette, 150. Maria, 10. Arnaud, 5. Un ami, 10. Jennifer Bo-tria, 20. Stéphane, 20. Berthe, 20. Jean-Yves Dormager, 60. Un Français, 20. Une sympathisante, 20. Maurice, 20. Le Roux en sympathie C.L., 20. Michel R., 10. Avec mon soutien, 10. Illisible, 20. Illisible, 20. Etudiante qui soutient LO, 30. Smaga Jean-Claude, 5. Une lycéenne, 30. Stéphanie, 25.

## RÉGION PARISIENNE

Un sympathisant, 500. Prospection Vitry : sympathisant PC, 10. René (Clichy), 60. Le Petit Corse, 20. Geoffrey, 30.

## AMIENS

Jeanne-Marie, 50. Jocelyne, 20. Giny, 20. Marie-Gaëtane, 25. Thierry Colliot, 30. Une institutrice, 500. Sylvie, éducatrice, 100. Thierry, musicien, 50. Sylvain, 50. Faucon (un camarade de la LCR), 50. Letrun Alain, 10. Aimé Guilbert pour la 2e fois, 30. Richard, 30. Poteaux, 20. Detaix Michel, 4. Instituteur Etouvie, 50. Pour la voix des travailleurs contre l'austérité, 256. Bonnard, 20. Ducroq, 30. Gros, 5. « Gardez tout », 4. Illisible, 4. Gérard, 5. Sympathisant, 500. Réunion publique, 150. Pour arrondir, 2. Soutien en collant, 20. Michel Paul (militant du PC pour les révolutionnaires), 60. Grand-mère sympa, 90. Un révolutionnaire uruguayen, 50. Mme Itric, 30. Georges, 2e participation à la campagne, 100. Sjmoud, 10. Alpha, 50. Mad, 5. Jam, 5. Moudret, « pour vaincre le capitalisme », 45. Nadine, 10. Greenpeace, 10. Lafleur, 30. Un sympathisant, 15. Christian, 70. Un lycéen, 50. Retraité, 10. Retraité, 10. Veilleur de nuit, 20. Un cheminot, 20. Une chômeuse, 400. Un cheminot, 400.

## LEVALLOIS

Hilaire, 10. Collecte Olida Levallois : 17 travailleurs, 68. 32 travailleurs d'Allin-cant, 231. Asturias (Autoclem), 100. 17 travailleurs d'Autoclem, 97. 5 travailleurs de Fiat et 12 employés, 90. 54 ouvriers de Citroën-Levallois, 235. Bon-bon, 50. Vergnault, 50. Bondaz, 50.

## JAEGER LEVALLOIS

Thierry, 10. Raymond, 10. Une sympathisante, 10. Un sympathisant, 10. Pour Arlette, 15. Un syndiqué CGT, 20. Soutien à la liste, 10. Un apolitique, 21. Serge J., 15. Une travailleuse, 10. Pour les révolutionnaires, 10. Un sympathisant du PCF, 14.

## CRÉDIT LYONNAIS LEVALLOIS

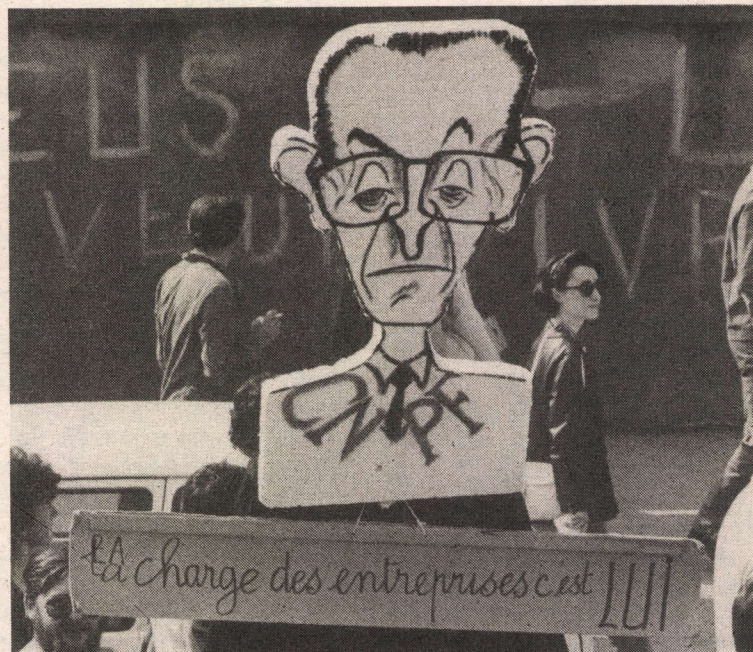
Un employé, 40. Christian Molinier, 100. Collecte, 144. Mlle Alexandre



# Les syndicats se servent des travailleurs pour des intérêts qui ne sont pas les leurs



Le 24 juin au Creusot et le 1<sup>er</sup> juillet à Paris. Maintenant les syndicats organisent la démobilité. (Ph. AFP).



Cette semaine du 9 au 13 juillet, qui devait être, selon la fédération CGT de la métallurgie une « semaine d'intense mobilisation et d'initiatives diversifiées », a été au Creusot la première semaine depuis le 13 juin (date où Pineau-Valencienne a annoncé son intention de déposer le bilan), au cours de laquelle aucune action n'a été proposée par les syndicats.

En effet depuis quatre semaines, il y a eu cinq journées d'action consistant en manifestations en ville, en visite de « l'outil de travail » à l'intérieur des ateliers, en opérations appelées ici « blocages symboliques des portes ». Et ces actions ont été très organisées et encadrées par les syndicats en particulier par la CGT, la plus implantée dans l'usine. La CGT a en effet mobilisé tous ses militants de Creusot-Loire et des entreprises de la ville, les réunissant plusieurs fois, à environ 200, à la Maison des syndicats. Mais si ce sont ces militants syndicalistes, dont certains pour l'occasion ont repris du service, que l'on retrouvait sur le terrain pour organiser les débrayages, encadrer les manifestations et les visites d'ateliers, il paraît évident qu'ils agissaient selon les consignes bien précises prises au niveau des directions syndica-

les et qui ne sont pas dans les traditions des ouvriers de l'usine. Il n'y a eu aucune assemblée de secteur comme cela se faisait. Les rendez-vous et les programmes des journées d'action ont été communiqués par la presse et il n'y avait même pas de rendez-vous dans l'atelier pour partir ensemble aux manifestations. Les débrayages étaient très précisément organisés en fonction des manifestations, juste les deux ou trois heures nécessaires.

Le seul jour où pratiquement tous les ouvriers et employés de l'usine ont débrayé ensemble pendant une journée, c'est le vendredi 29, le lendemain de l'annonce du dépôt de bilan. Et cela s'est fait spontanément dans les ateliers où les travailleurs ont passé outre les consignes des délégués, qui avaient prévu pour l'après-midi que uniquement les équipes de midi/huit heures débrayeraient. Et si les travailleurs sont allés plus loin que ce que les appareils syndicaux avaient prévu, cela n'a pas été signalé par la presse qui n'a parlé que de la manifestation, commentant sur tous les tons le « calme remarquable » des ouvriers du Creusot. Le lundi 2 juillet, beaucoup de travailleurs s'attendaient à poursuivre d'une manière ou d'une autre la grève du vendredi précédent. Et ils

ont été assez désorientés quand ils ont appris que le jeudi suivant serait une journée d'action nationale car cela avait été décidé comme s'ils étaient juste bons à servir de troupes quand les appareils syndicaux se décidaient à les appeler. Certains étaient déçus et amers. Et d'ailleurs la manifestation du jeudi 5 juillet n'a recruté que 3 000 personnes dont un millier environ de travailleurs de Creusot-Loire, soit beaucoup moins que les manifestations précédentes et visiblement ce que les travailleurs de Creusot-Loire ont manifesté, c'est surtout la lassitude de ces manifestations.

Les réactions d'hostilité de certains ont été vives surtout à l'annonce des visites des ateliers de CM1 et de Framatome. A CM1, certains travailleurs ont très mal pris de voir les dirigeants syndicaux discuter avec les cadres et les chefs pour organiser le parcours, de voir les chefs faire balayer l'atelier de fond en comble, etc. Et quand certains délégués de la CGT ont demandé aux ouvriers de rester à leur machine pour faire des démonstrations pendant la visite, ils ont refusé en disant : « Ça ne va pas non, je suis en grève, ce n'est pas pour rester sur ma machine ! »

La visite dans les ateliers de CM1 et de Framatome est le

type d'action décidé par les centrales syndicales, mais ce n'a pas été l'affaire des ouvriers. Au contraire même, le fait d'inviter le public (c'est-à-dire les femmes et les enfants ou la famille proche des ouvriers de l'usine) devant les « superbes outils de travail » alors que le bruit court dans la ville qu'il y aurait 3 000 licenciements prochains, a eu plutôt un effet choquant et démoralisant, que d'ailleurs le titre de l'article du Progrès : « Pèlerinage en une cathédrale ou visite d'un nouveau musée » soulignait d'une certaine façon. Manifestement, la CGT, soutenue par le Parti Communiste, très fortement implanté dans cette ville essentiellement ouvrière, ont mobilisé les travailleurs pour faire la démonstration qu'ils tiennent l'usine et la ville en main.

Mais ils ont tenu par dessus tout à montrer qu'ils étaient responsables, dignes de confiance si cette usine, « un outil de travail unique en France », comme ils le disent, était reprise en main par l'Etat. Les syndicats CGT et CFDT, réclament à cor et à cri de pouvoir participer aux négociations sur l'avenir de l'usine. Quant au Parti Communiste, il fait toute une campagne à l'usine et dans la ville par affiches, par tracts, sur la nécessité de nationaliser l'entreprise en

jouant d'ailleurs sur les mots : tantôt il emploie le terme d'expropriation, en disant qu'elle se ferait sans indemnisation, tantôt emploie le mot de nationalisation en comptant sur le gouvernement qui a, dit-il, les moyens légaux et juridiques pour le faire. Et il développe toute une liste de propositions pour la relance de l'entreprise en martelant l'idée que Creusot-Loire est une entreprise cohérente à cause de sa diversité et de la complémentarité des divers secteurs, et que l'avenir de Creusot-Loire c'est avant tout l'électronucléaire, la mécanique lourde, les aciers spéciaux, et les énergies nouvelles...

La CGT et le PCF visent probablement à obtenir quelque chose pendant les négociations en cours entre gouvernement et patrons de Creusot-Loire : peut-être des places de gestionnaires dans la future entreprise nationalisée, ce qui supposerait des postes dans certains conseils d'administration ou parmi l'encadrement pour un certain nombre de militants du PCF et des syndicats. Mais que ce soit ou non le but qu'ils recherchent, ils ont en tout cas décidé au Creusot, de contrôler et d'encadrer les travailleurs en fonction de leurs intérêts, et certainement pas pour organiser une riposte réelle aux attaques du patronat.

Correspondant LO

## Manifestation à Saint-Chamond (Loire)

Les travailleurs de l'usine Creusot-Loire (Saint-Chamond) et d'autres usines de la vallée du Gier étaient nombreux à manifester jeudi 5 juillet à l'occasion de la journée « Vallée morte » organisée par les syndicats CGT, CFDT et FO. De Saint-Chamond à Rive-de-Gier (deux villes où sont situées des usines Creusot-Loire), les travailleurs étaient appelés à débrayer, à manifester, et les commerçants de Saint-Chamond à baisser leurs vitrines.

Les objectifs officiels du mouvement étaient assez vagues, à part la demande des syndicats de ne pas être laissés à l'écart des négociations entre Creusot-Loire et les pouvoirs publics, mais pour les travailleurs il s'agissait d'exprimer leur inquiétude.

A l'usine Creusot-Loire, le débrayage a été massivement suivi, et les participants à la manifestation ont été rejoints par des centaines de travailleurs des autres usines, pour

former un cortège qui a sillonné la ville, devant des boutiques fermées.

L'ambiance n'était certes pas à la colère, mais les travailleurs sont bien convaincus que s'ils ne se font pas entendre, tous les mauvais coups sont possibles, cela d'autant que les négociations secrètes entre les dirigeants d'Empain-Schneider et le gouvernement se poursuivent.

Correspondant LO

## Usine en faillite. actions en hausse

Les 6 et 7 juin, les actions de Schneider progressaient de 11 % à la Bourse ; même tendance à la hausse sur les actions de Creusot-Loire qui, à la séance du 7 juin, gagnaient 4,8 %.

A ce moment-là, le naufrage de Creusot-Loire était quasiment consommé : le dossier était entre les mains du Tribunal de commerce ; les négociations entre les dirigeants de Schneider et le gouvernement étaient dans l'impasse : le dépôt de bilan était en vue.

Comme quoi de la faillite de Creusot-Loire à celle de ses actionnaires, il y a loin. En tout cas, il y a eu un certain nombre de boursicoteurs prêts à parler là-dessus.

## Profits en béton pour Empain-Schneider

Tout n'est pas si sombre pour les actionnaires de Creusot-Loire, ou du moins du groupe dont fait partie Creusot-Loire... Les résultats d'une des sociétés du groupe Empain-Schneider, Spie-Batignolles, ont dû même jeter une lueur d'espoir chez certains : la société affiche 74 millions de bénéfices pour 1983, et vient en outre de décrocher — avec d'autres — un contrat avec la Tunisie de plus d'un milliard de francs dont les trois quarts pour Spie-Batignolles.

Creusot-Loire peut faire naufrage, il y en a qui ne boiront pas la tasse !



## POLOGNE

# Procès contre les dirigeants du KOR

Vendredi 13 juillet doit s'ouvrir en Pologne le procès de quatre dirigeants du KOR, jugés pour complot contre l'Etat, et qui sont en prison depuis deux ans et demi, depuis le coup d'Etat de Jaruzelski en décembre 1981.

Le KOR (comité de défense des poursuivis) a été créé après les grèves de 1976. Depuis cette date, les militants du KOR ont collecté des fonds, organisé le soutien et la défense des ouvriers emprisonnés par le régime. Pendant les grèves d'août 1980, et toute la période qui précéda le coup d'Etat, les dirigeants du KOR, des intellectuels dont les plus connus sont Adam Michnik et Kuron, ont été les conseillers de la direction de Solidarité. Ils ont été arrêtés en même temps que les dirigeants de Solidarité et ont été régulièrement la cible des attaques du régime, qui a essayé par tous les moyens de les déconsidérer aux yeux de la population.

Il y a quelques jours encore, un hebdomadaire polonais les accusait d'être noyautés par « la franc-maçonnerie à caractère cosmopolite et sioniste ». Le KOR serait « la filiale directe du Grand Orient en Pologne », écrit le rédacteur, qui ne fait pas dans la nuance et n'hésite pas à spéculer sur des sentiments antisémites encore vivaces en Pologne.

Deux ans et demi après le coup d'Etat, les dirigeants polonais ne sont pas arrivés à museler l'opposition à leur régime. Ils ont essayé, entre autres, de s'en débarrasser : en janvier dernier, ils ont proposé à Adam Michnik, un des fondateurs du KOR, une expulsion déguisée en lui conseillant « d'aller passer les fêtes sur la Côte d'Azur, sinon un procès et de nombreuses années d'emprisonnement l'attendaient ». Il a refusé. Le pouvoir a donc décidé finalement de faire passer les dirigeants emprisonnés du KOR en pro-

cès. De même que le 6 juillet dernier, ils ont organisé le procès de Bogdan Bujak, frère du principal dirigeant clandestin de Solidarité, Zbigniew Bujak, arrêté pendant la manifestation en hommage aux victimes de 1970.

Mais ce nouveau procès intenté à des dirigeants de l'opposition ne fait que démontrer l'incapacité du régime à mettre fin à la contestation, qui s'est encore manifestée dernièrement par le boycott, dimanche 17 juin, des élections régionales, où seuls les candidats officiels pouvaient participer, par 6,5 millions d'électeurs au moins, selon les chiffres officiels.

Non, le régime de Jaruzelski n'est pas parvenu à mettre la classe ouvrière polonaise au pas, à lui imposer les sacrifices qu'il souhaiterait. Et ce nouveau procès contre des dirigeants risque bien de se retourner contre lui.

Laurence VINON

## URSS Molotov réintégré au sein du PCUS : Le stalinisme a la vie dure

A l'occasion de son 94<sup>e</sup> anniversaire, Molotov a été officiellement réadmis dans le Parti Communiste d'URSS. Pas tout à fait à titre posthume...

Entré au Parti Bolchévique en 1906, Molotov ne commença à y jouer un rôle de premier plan qu'en 1925, en devenant membre du Bureau Politique.

Homme d'appareil, sa carrière se développa dans l'ombre de Staline, dont il devint l'un des principaux hommes liges.

Après avoir conduit la répression contre l'opposition de gauche, il remplaça, en 1929, Boukharine à la tête de l'Internationale Communiste; puis, en 1930, Rykov à la présidence du Conseil des Commissaires du Peuple. Et il fut de toutes les purges, côté bour-

reau.

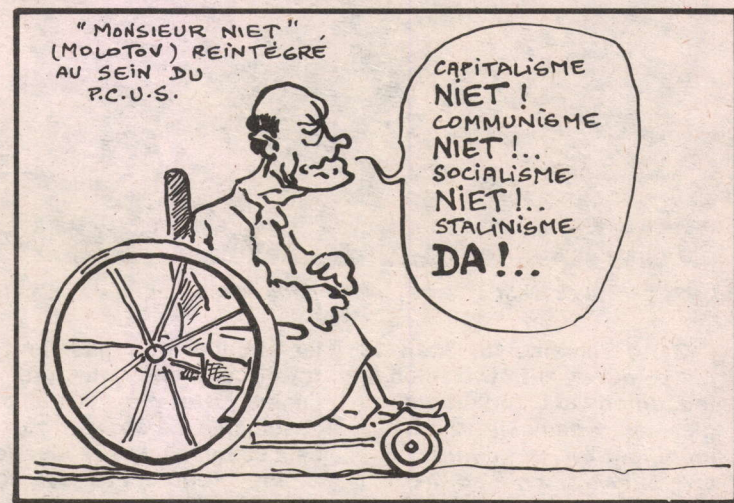
En 1939, commissaire du Peuple aux Affaires étrangères, il fut le signataire du pacte Hitler-Staline.

Après la guerre, il s'en fallut de peu, paraît-il, pour, qu'à son tour, il soit liquidé : la mort de Staline le sauva in extremis.

Enfin, en 1957, au terme des luttes de fractions à l'intérieur de la bureaucratie, dont Khrouchtchev allait sortir vainqueur, il était éliminé des instances dirigeantes. Puis, en 1961, accusé d'avoir trempé dans les crimes de Staline, il était exclu du Parti.

Le voilà donc réintégré. Et c'est tout un symbole : celui de la continuité de la dictature bureaucratique.

J.J.L.



## NIGERIA



Le représentant du gouvernement nigérian tenant de s'expliquer auprès des journalistes. Ça fait malle... (AFP)

## Les mystères de la malle diplomatique

Un vrai scénario pour James Bond : jeudi 5 juillet, la police anglaise fait ouvrir deux malles diplomatiques en partance pour le Nigeria, sur l'aéroport de Stansted. Dans la première, Umaru Dikko, ex-ministre des Transports, ex-homme fort numéro deux du régime nigérian renversé en décembre dernier par les militaires, et dont l'enlèvement avait eu lieu quelques heures plus tôt. Complètement drogué, il était accompagné de son « infirmier » chargé de l'entretenir dans cet état quasi comateux, lequel infirmier serait un ancien (?) agent du Mossad, les services secrets israéliens. Dans la seconde malle, deux autres personna-

ges : un deuxième ex(?)-agent israélien et un Nigérian, co-auteurs de l'enlèvement.

Bien évidemment, le gouvernement anglais a demandé des explications aux diplomates nigériens qui, tout aussi évidemment, ont répondu que leur gouvernement, qui réclame pourtant, depuis des mois, l'extradition de Dikko, n'était pour rien dans cette histoire.

Affaire rocambolesque et travail d'amateur d'après les spécialistes du genre... et les passionnés de films d'espionnage.

Mais au-delà de l'anecdote, cette affaire invraisemblable est venue rappeler la situation du Nigeria, en proie à la corrup-

tion généralisée et où une petite couche dominante a utilisé le « boom » pétrolier et ses fonctions officielles pour s'enrichir sans vergogne. Umaru Dikko en est un représentant typique : on le dit milliardaire en livres sterling et il a acquis sa fortune sous le régime précédent, en particulier en tant que président de la Commission pour l'importation du riz, dont le rôle essentiel était de revendre le riz quatre fois plus cher qu'il n'avait été acheté. Dans un pays où plus de 200 000 enfants meurent avant l'âge d'un an d'épidémies et de malnutrition, c'est tout un symbole !

Sylvie MARECHAL

## GUINÉE

## La ruée des rapaces



Depuis qu'en Guinée, une nouvelle équipe militaire dirigée par le colonel Lansana Traoré a pris le pouvoir après la mort du dictateur Sékou Touré, la capitale voit débarquer une nuée d'hommes d'affaires, que l'hebdomadaire *Jeune Afrique* du 4 juillet (n° 1226) compare à des « envahisseurs » ou encore à des « chasseurs de trésors ».

Après avoir ouvert les portes des camps et libéré les prisonniers politiques survivants, les nouveaux dirigeants du pays ont annoncé leur intention de rétablir « la liberté d'entreprendre ». Aussitôt ont afflué de toutes parts les hommes d'affaires.

Est-ce à dire que lorsque

Sékou Touré régnait sur la Guinée, les affaires étaient plus difficiles à réaliser pour les représentants de firmes étrangères ? D'une certaine manière, oui, car si l'on en croit *Jeune Afrique*, le clan Sékou Touré « avait un appétit si boulimique pour les commissions et autres pots-de-vin que le partage ne pouvait être jugé équitable » par ceux-là mêmes qui venaient en Guinée pour y réaliser des surprofits.

Alors, aujourd'hui, ils semblent être plus nombreux à vouloir tenter leur chance. Les affaires n'ont d'ailleurs pas tardé à commencer. Ainsi un marchand de fournitures scolaires a « emporté » un marché

d'environ trois millions de francs. Un autre a proposé un contrat de 120 à 130 millions concernant 40 000 uniformes pour l'armée guinéenne qui compte 10 000 hommes. L'affaire serait en bonne voie d'être conclue !

Quant au règlement, les vendeurs ne sont en général pas pressés d'être payés. La Guinée est riche en forêts, en bauxite et en minerais précieux encore non exploités, et c'est là un moyen de paiement qui doit leur sembler autrement plus intéressant qu'une monnaie nationale artificiellement surévaluée, et cela vaut bien un léger crédit !

Gilbert MARQUIS



# BOLIVIE Face à la grève générale, le gouvernement a dû reculer



La Paz, en décembre dernier, lors d'un précédent appel à la grève générale contre les mesures d'austérité du gouvernement. (AFP).

Le gouvernement bolivien a dû lâcher du lest face à la grève générale qui, déclenchée le 5 juillet dernier par la Confédération Ouvrière Bolivienne (la COB), a été arrêtée le 8 juillet.

« Il s'agit d'une victoire économique, politique et sociale pour les travailleurs boliviens », déclarait Filemon Escobar, l'un des principaux responsables de la COB et dirigeant du syndicat des mineurs.

Le gouvernement bolivien a dû, entre autres, accepter de rétablir à partir du mois d'août l'échelle mobile des salaires supprimée au début de l'année, et geler les prix de sept produits de première nécessité (sucre, farine, pain, huile, pâtes, riz et lait).

Pour juguler l'inflation (entre 600 % et 1 000 % prévus pour 1984), pour rembourser la dette extérieure de 4 milliards de dollars et compenser la baisse du cours de l'étain, principale ressource du pays, le gouvernement de coalition de gauche (sous la présidence du social-démocrate Siles Zuazo et avec participation de deux ministres communistes) avait imposé à la population des mesures d'austérité draconiennes : après avoir supprimé l'indexation des salaires sur les prix, il avait notamment supprimé, en avril dernier, les subventions publiques pour les produits de première nécessité, décision provoquant des hausses brutales de prix allant de 200 à 500 %.

Sans renoncer à sa politique d'austérité, le gouvernement bolivien a donc été contraint de faire en partie marche arrière.

Il y a un autre aspect dans les revendications mises en avant par les dirigeants de la COB auxquelles le gouvernement vient de céder, et qui n'est pas l'un des moindres : le gouvernement a décidé de suspendre le remboursement de la dette bolivienne à l'égard des banques privées internationales et de réduire de 17 à 10 dollars le prix du baril de pétrole bolivien destiné au marché intérieur et que l'Etat doit acheter aux compagnies nord-américaines Tesoro et Occidental qui l'exploitent. Le diri-

geant du syndicat des mineurs a précisé que les sommes économisées par le non-remboursement des dettes (648 milliards de dollars) seraient consacrées à la relance de l'économie nationale, et que celles épargnées sur le paiement des compagnies pétrolières étrangères opérant en Bolivie serviraient à renforcer l'entreprise publique pétrolière bolivienne.

Le gouvernement bolivien a donc pour le moment changé de cap dans cette affaire. Mais s'il a pu ainsi céder sur ces points, c'est aussi parce que le refus du paiement des dettes aux banques internationales, la récupération d'un peu d'argent sur son propre pétrole, sont des mesures qui correspondent à une autre politique pour la bourgeoisie nationale bolivienne, mais une politique qui n'est pas incompatible avec sa domination, et qui semble peut-être même s'imposer avec davantage d'acuité encore en ces temps où la crise la prend à la gorge.

Sans doute les dirigeants de la COB, qui ont mis ces objectifs particulièrement en avant, sont-ils bien conscients de tout cela. La suite des événements montrera peut-être d'ailleurs clairement quels sont leurs choix fondamentaux.

Car le problème crucial, maintenant, c'est évidemment celui des réactions des banques internationales et des compagnies américaines



Le président bolivien Siles Zuazo. (AFP)

visées. Vont-elles permettre que les mesures prises par le gouvernement bolivien ne soient pas éphémères ? Et si elles venaient à placer le gouvernement bolivien devant une épreuve de force, ou de graves mesures de rétorsion, quelle serait alors la réaction de la COB, en particulier si les événements amenaient les travailleurs à devoir affronter la bourgeoisie bolivienne et son Etat ?

Il y a 20 mois que les militaires ont passé la main à la coalition de l'Union Démocratique Populaire dirigée par Siles Zuazo (alors qu'ils l'avaient privé de sa victoire électorale en 1980 par un coup de force), et c'est un fait que, depuis lors, les dirigeants de la centrale ouvrière, tout en refusant de participer à la coalition gouvernementale, lui ont manifesté un soutien, même s'il est critique. Ainsi, par exemple, en avril dernier, lorsque la décision gouvernementale de supprimer les subventions aux produits de première nécessité avait provoqué dans plusieurs villes des manifestations et même des barricades, la COB s'était contentée d'organiser une « grève générale d'avertissement » massivement suivie, et pourtant arrêtée au bout de 24 heures pour ne pas mettre en difficulté le gouvernement.

Le gouvernement, de son côté, d'ailleurs, ne manque jamais une occasion de mettre en avant ses difficultés, et de brandir la menace de putsch militaire : ou vous acceptez nos restrictions, ou les militaires vous en imposeront de pires par la force. Menace d'autant plus facile à brandir qu'elle est réelle, comme vient de le montrer l'enlèvement raté, le 30 juin dernier, pendant 10 heures, du président Zuazo par un groupe de militaires.

Mais quelles que soient les intentions, ou même les ambitions politiques des dirigeants de la COB, la grève générale qui vient d'avoir lieu en Bolivie, devant laquelle le gouvernement a dû reculer, a montré la force de la classe ouvrière bolivienne, et sa capacité à se mobiliser.

## La Banque mondiale et ses solutions

Pays riches, enrichissez-vous, pays pauvres, faites moins d'enfants : tels sont les conseils que donne la Banque mondiale, dans son rapport annuel sur le développement.

Il y a même des chiffres : il faudrait que les pays industriels assurent une croissance de 4,3 % entre 1985 et 1995 pour entraîner les pays du Tiers Monde vers un taux de croissance de 5,5 %.

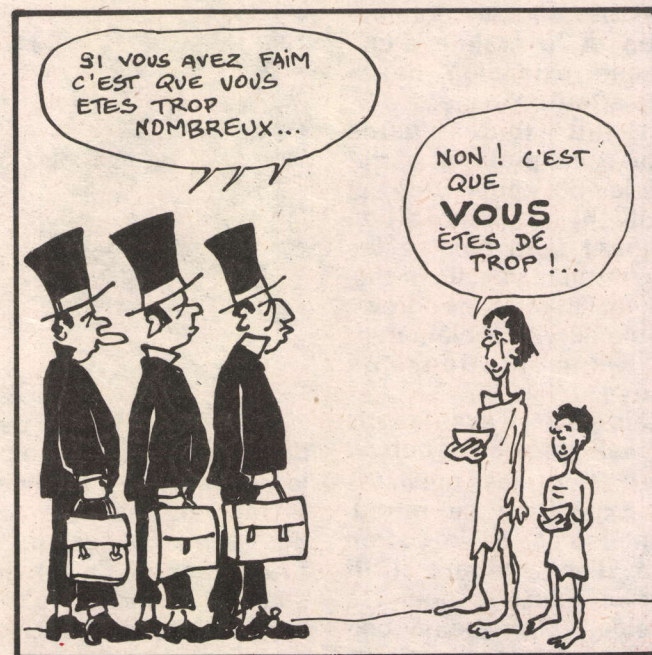
Pour cela, les pays pauvres doivent limiter leur démographie (la moitié du rapport est consacrée à ce

problème !).

Tout ceci, dans le meilleur des mondes capitalistes, permettrait au Tiers Monde de mieux rembourser sa dette et... d'emprunter à nouveau sur des bases économiques plus saines.

Sinon, ajoute le rapport, les pays du Tiers Monde éprouveront des difficultés à rembourser leur dette. Ils se serreront la ceinture avec les risques politiques, que cela implique : en clair, les risques d'explosion sociale.

De quoi inquiéter, en effet, ces messieurs de la Banque mondiale !



## Marché militaire commun ?

Qui dit que l'Europe bat de l'aile ?

A Madrid, cinq pays européens, la France, la Grande-Bretagne, la RFA, l'Espagne et l'Italie ont réussi à trouver un terrain d'entente... et d'atterrissage : ils ont décidé la construction commune d'un avion de combat dont un prototype pourrait être exposé au Bourget en 1989. Cette coopération est qualifiée « d'événement capital » par le ministre français de la Défense, Charles Hernu, puisqu'il représente « le premier accord de coopération militaire d'une telle ampleur

étudié et mis au point depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale ». Capital est bien le mot. La construction d'un avion de combat européen est une affaire qui vole : un millier d'appareils sont prévus, soit 15 milliards de dollars environ. Autant de profits à la clé.

Restent quelques problèmes en suspens : moteur britannique ou moteur français ? Construit en France ou en Angleterre ? L'entente, pour l'instant cordiale, a encore le temps de prendre un coup dans l'aile.

Au fait, qui touchera la plus grosse part du pactole ?

## Ecole de torture aux USA

L'Humanité reprend dans son numéro du 10 juillet des informations de deux journaux américains, le Minneapolis Star et Tribune, concernant l'entraînement de policiers salvadoriens chez les « bérets verts », c'est-à-dire les forces spéciales américaines.

Un de ces policiers salvadoriens s'est mis à table et a donné des précisions sur cet entraînement très spécial. Pendant un mois, un commandant et un capi-

taine des forces spéciales américaines lui ont appris, à lui et à une dizaine de « stagiaires », l'art de la torture avec projections de diapositives à l'appui sur les différentes techniques, les zones les plus sensibles du corps et celles où l'on peut faire mal sans laisser de traces.

Tout cela évidemment au nom de la lutte contre le communisme, de la défense des libertés et tutti quanti. Bref, la civilisation continue sa marche de l'autre côté de l'Atlantique.



• **SAFT (Bordeaux)**

## Les grévistes des 3 x 8 et de l'Expédition ont fait céder le patron !

Ce sont les 50 travailleurs en 3 x 8 des fours VO et de l'imprégnation qui avaient les premiers exprimé leur colère en se mettant tous en grève il y a trois semaines. Au bout d'une semaine, le patron avait dû céder devant leur détermination et la crainte d'une possible extension de la grève à toute l'usine.

En fait, toute l'usine n'était pas prête à partir, mais les dix camarades qui travaillent à l'Expédition voulurent faire comme les 3 x 8. Comme eux, ils formèrent un comité de grève, comme eux, ils réclamèrent des augmentations de salaires.

Mais les 3 x 8 ayant repris le travail après avoir obtenu satisfaction, les grévistes de l'Expédition se retrouvaient isolés. Et le patron tenta d'en profiter : il fit venir un huissier pour les intimider. Mais peine perdue, les grévistes ne se laissèrent pas impressionner, et les camions venus charger les commandes continuèrent à repartir à vide. Après cela, le patron joua le béton : « Vous n'aurez rien, quoi que vous fassiez ». « On verra ça », répondirent les grévistes de l'Expédition, repartant pour une deuxième semaine de grève.



Au bout de cette deuxième semaine, se posa le problème de la solidarité financière. Les trois quarts des syndicalistes du CE avaient refusé de verser un soutien financier aux grévistes. Mais les travailleurs de l'usine furent moins pingres qu'eux : c'est près de 8.000 F que récoltèrent les grévistes. Cela voulait dire que 800 travailleurs, près de 80 % de l'usine, avaient donné au moins 10 F chacun. Dans ces conditions, pas question pour les grévistes de céder.

Et c'est le patron qui mit les pouces. Vendredi 6, il accordait les 250 F de ral-

longe et le P1 à moyen terme.

En 15 jours, c'était donc la deuxième fois que le patron reculait. Il y avait bien longtemps qu'une telle chose ne s'était pas produite à la SAFT. Et ces deux succès ont donné le moral à toute l'usine. A tel point que les 100 licenciés en FNE ont décidé de se battre eux aussi pour faire valoir leurs droits. C'est à 60 qu'ils ont élu un « comité de défense » de leurs intérêts.

En espérant qu'il obtiendra le même succès que les comités de grève des 3 x 8 et de l'Expédition !

Correspondant LO

• **SNECMA (Gennevilliers)**

## Un patron vraiment pas net

A la SNECMA-Gennevilliers, le nettoyage est sous-traité par une société extérieure : Net-International, qui emploie entre soixante et soixante-dix personnes sur le centre, en grande majorité immigrées et dont les salaires sont à peine plus élevés que le SMIC.

Il y a une quinzaine de jours, le patron décida que désormais

il n'accorderait plus l'acompte sur congé que son personnel avait l'habitude de prendre avant de partir en vacances. Cet acompte est important pour beaucoup d'entre eux, qui prennent un mois sans solde en plus de leur congé pour pouvoir aller dans leur pays.

Alors, pourquoi cette mesure ?

Sans doute le patron n'a-t-il pas encore digéré la grève du mois de mars où il a dû céder à toutes les revendications avancées par son personnel.

Mais devant la détermination des gars prêts à remettre ça, il est revenu sur sa décision. La vengeance est un plat qui se mange froid, mais parfois, on peut tomber sur un os.

Correspondant LO

• **HÔPITAL PSYCHIATRIQUE (Rouen)**

## Pour la première fois des licenciements

A l'hôpital psychiatrique de Rouen, comme dans beaucoup d'HP, les infirmiers sont formés en trois ans par l'hôpital. De tout temps, les infirmiers diplômés ont obtenu leur titularisation automatiquement et leur embauche était assurée dans l'hôpital.

Mais cette année, lors de la réunion des commissions paritaires du 21 juin, en pleine période des congés annuels, le directeur a fait savoir que huit

des nouveaux diplômés ne seraient pas titularisés, et qu'ils seraient donc licenciés !... Parmi eux, le premier de la promotion !

Les lettres de licenciement ont été remises aux intéressés pendant le travail le lundi 2 juillet : ils devaient prendre leurs congés dès le lendemain. Ensuite, ils étaient... congédiés !

Aux dirigeants syndicaux venus à Paris en délégation, le

représentant du ministre de la Santé a affirmé qu'il lui était impossible de faire revenir le directeur de Rouen sur sa décision.

Il a proposé de s'adresser aux autorités départementales, DDASS, préfecture. Les démarches auprès de ces instances n'ont rien donné non plus.

Correspondant LO

• **USINOR (Dunkerque)**

## Aux élections de délégués, les appareils syndicaux n'ont pas eu le dernier mot

Les 25, 26 et 28 juin ont eu lieu les élections des délégués du personnel à Usinor-Dunkerque. Il s'agissait du deuxième tour de scrutin dans le collège ouvrier : le quorum n'ayant pas été atteint lors du premier tour.

De ce fait, les candidatures étaient libres, ce qui permit au SLT (Syndicat de Lutte des Travailleurs) de présenter une liste de candidats. Le SLT créé en 1981 à l'initiative de militants révolutionnaires, n'est pas reconnu officiellement.

Cette fois, le taux d'abstentions était toujours élevé (55 %), le SLT a obtenu 23 % des suffrages exprimés, ce qui équivaut à huit sièges (il présentait six candidats). La CGT obtient 42 %, la CFDT 12 %, FO 14 %, la CFTC 4,5 % et l'UDS (liste apparentée CGC)

3,5 %.

Les autres syndicats, qui avaient tout fait pour empêcher le SLT de s'exprimer, ont recueilli les fruits de leur politique. Ils avaient porté plainte auprès des tribunaux pour demander l'invalidation du premier tour, et font maintenant un recours en cassation contre le jugement du tribunal qui a validé le premier tour.

Ce deuxième scrutin a permis à bon nombre d'ouvriers qui ne se reconnaissaient pas dans les syndicats traditionnels de pouvoir s'exprimer.

Le SLT se propose maintenant de développer une pratique syndicale active, seule façon de regagner un rapport de force favorable aux travailleurs dans l'entreprise.

Correspondant LO

• **EVERITUBE (Bordeaux)**

## Menaces sur l'emploi

Dans la banlieue de Bordeaux, à Bassens et ses environs, un certain nombre d'usines ont déjà fermé, entraînant des centaines de suppressions d'emplois : fermeture des raffineries d'Elf et d'Esso et bientôt de la centrale thermique d'EDF.

Maintenant, la menace pèse sur Everitube. Usine de fibrociment et de plaques ondulées, filiale de Saint-Gobain, Everitube a été nationalisée avec sa maison-mère en 1981. Pour nous, rien n'a changé : les conditions de travail se sont même aggravées : on est obligé de faire un travail identique avec moins de personnel : en 1981, nous étions 507, aujourd'hui nous sommes 360. La nationalisation devait nous garantir l'emploi : aujourd'hui, le directeur nous annonce un plan de restructuration et des « mesures douloureuses » ! Pour l'instant, aucune mesure précise de ce plan n'a été dévoilée, mais ce que l'on sait, c'est qu'il comporte des licenciements, si ce

n'est, à terme, la fermeture de l'usine. En attendant de mettre en pratique ce plan, le directeur fait appel aujourd'hui à des départs volontaires. De 1982 à 1983, nos heures de chômage partiel ont augmenté de 76 %, et Saint-Gobain, à qui ont été refilés les bénéfices de la société Everitube, a licencié depuis 1981 7 000 ouvriers, en même temps qu'elle subvenait des capitalistes privés.

Mitterrand nous a prévenus : « Il faut liquider les canards boiteux », a-t-il affirmé et il continuera la politique d'austérité. Alors face à un gouvernement qui s'en prend aux travailleurs et qui défend les intérêts des capitalistes, il nous faudra nous battre pour défendre notre emploi. Que Everitube soit rentable ou pas, le seul problème pour nous, c'est que ce ne soit pas les travailleurs qui fassent les frais de la gestion des dirigeants de la société !

Correspondant LO

## • LA POLICE DE MITTERRAND CONTRE LES GRÉVISTES

Samedi 7 juillet au petit matin, la police est intervenue contre les grévistes de l'entreprise Surbeco dans le 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Les ouvriers de cette entreprise de travaux publics spécialisée dans la pose de canalisations de gaz pour EDF occupent les lieux de travail depuis le 17 mai pour s'opposer au licenciement de 58 ouvriers sur les 380 qu'emploie l'entreprise.

Il y a deux ans, 200 emplois de cette société avaient été supprimés lors du rachat de l'entreprise par Jean-Louis Giral, président de la Fédération nationale des travaux

publics. Aujourd'hui, celui-ci envisage de transférer les locaux aux Mureaux, dans les Yvelines, et a profité de l'occasion pour annoncer 58 licenciements. Les ouvriers ont réagi à cette annonce en occupant les lieux à l'appel de la CGT. L'Humanité du lundi 9 juillet rapporte que la police de Mitterrand n'y est pas allée de main morte en venant déloger la trentaine de grévistes qui occupaient les lieux.

A vrai dire, rien ne la distinguait vraiment de la police d'un gouvernement de droite !

M.A.



• **CHR (Toulouse)**

## Une première victoire

Depuis trois semaines les hospitaliers de Toulouse se battent contre l'application d'une nouvelle grille horaire imposée par la direction à partir du 2 juillet. Celle-ci refusant de revenir sur la décision, les hospitaliers décidaient de passer outre et entamaient le boycott des nouveaux horaires, c'est-à-dire qu'ils continuaient l'ancien roulement.

Ainsi depuis le 2 juillet le boycott s'organisait mais la direction ne voulait rien lâcher. Après une manifestation à 1.500 mercredi 4 juillet à la Préfecture, où le préfet renvoyait la balle au Conseil d'administration, l'intersyndicale appelait à une grève pour le lendemain. Jeudi matin les grévistes décidaient de bloquer le péage de l'autoroute et se retrouvaient l'après-midi en assemblée générale (une par hôpital). L'ambiance était très chaude. Tout le monde était las des manifestations en ville qui n'ont rien permis d'obtenir, et au cri de « *action, action* » les grévistes décidaient d'appeler à 4 heures de débrayage pour le lundi suivant, jour où devait avoir lieu le Conseil d'administration.

### LE CONSEIL D'ADMINISTRATION ASSIEGE

Et le 9 juillet, 2000 hospitaliers se retrouvaient à l'Hôtel-Dieu devant les bureaux de la direction où devait se tenir le Conseil d'administration. L'intersyndicale annonçait qu'elle avait été reçue par la

direction pendant le week-end et proposait de négocier avec les administrateurs la suspension de la note de service fixant le nouvel horaire. Tollé général au cri de « *annulation, annulation* », et « *ne touchez pas à nos acquis* ». Devant la colère des manifestants les syndicats promirent de demander l'annulation pure et simple. Après deux heures d'attente, un délégué de l'intersyndicale ressortait pour proposer à nouveau la suspension de la note de service. Sans le laisser finir, les hospitaliers décidaient pour mieux se faire entendre d'envahir la salle des pas perdus juste à côté de la salle où se tenait le Conseil d'administration et de rester jusqu'à ce que soit donnée satisfaction.

Le président du Conseil général Eekhoutte, membre du Parti Socialiste et vice-président du conseil d'administration du CHR, sortit pour essayer de justifier « devant les travailleurs » la nécessité des nouveaux horaires. Il fut immédiatement pris à partie et dut rentrer précipitamment dans la salle du Conseil d'administration, une poche en moins à son veston.

Le siège risquant de durer, le ravitaillement s'organisa et chacun prévoyait d'y passer sa soirée, voire la nuit s'il le fallait. En tout cas, personne ne voulait partir avant qu'une décision, et la bonne, l'annulation des mesures, soit prise. Les administrateurs comptaient

sur le temps qui passe, espérant un découragement des hospitaliers. En fait, c'est le contraire qui se produisit : plus le temps passait, plus les hospitaliers manifestaient leur colère.

Finalement à 22 heures, l'intersyndicale ressortit et annonça que la note instituant les nouveaux horaires était annulée. A ces mots toute la salle explosa en scandant « *On a gagné, on a gagné* ». Et la joie d'avoir gagné face au directeur général fut telle que plusieurs centaines d'hospitaliers restèrent pour huer les administrateurs qui avaient pourtant attendu une bonne heure avant de se risquer à sortir.

### ET MAINTENANT !

Mais si tout le monde est content d'avoir fait revenir le directeur général sur sa décision, chacun a conscience que la lutte n'est pas terminée, et qu'il va falloir rester mobilisés pendant les négociations qui vont s'ouvrir en présence d'un envoyé du ministère. Car le problème du budget du CHR de Toulouse, en fait à l'origine du conflit, est toujours posé. Et là, c'est directement le ministère qui est concerné. Bérégovoy a déjà annoncé qu'il ne comptait pas revenir sur sa décision de réduire le budget.

Mais les hospitaliers sont toujours aussi déterminés.

Correspondant LO

## DANS NOTRE COURRIER

Un lecteur d'Arcueil nous communique les informations suivantes :

« 1 — Le socialiste Robert Lion, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, liquide la coopérative de consommation du personnel et va mettre 35 personnes au chômage.

La coopérative, créée sous Bloch-Lainé, aurait accumulé des pertes de plusieurs millions de francs. Toutefois les coopérateurs fondateurs (détenteurs de parts) n'ont pas reçu les comptes. Dans un esprit de rigueur « très socialiste », M. R. Lion a décidé la disparition de cet avantage, mettant ainsi le personnel au chômage. La CDC a pourtant les moyens de combler le déficit sans obérer sa propre situation. Les syndicats protestent vivement mais se contentent pour le moment d'une campagne de signature (FO et CGT d'une part, CFDT d'autre part). Personne ne pose la question de la responsabilité de la mauvaise gestion, ni n'exige la publication détaillée des comptes.

2 — En février 1982, l'Etat a nationalisé, avec d'autres établissements, la banque Rothschild. Les actionnaires (famille Rothschild principalement) ont été indemnisés pour 410 millions de francs (lourds). Avant d'être nationalisée, la banque a transmis une partie de ses actifs à d'autres sociétés du groupe, comme Paris-Orléans et a isolé des affaires comme Laffite-Bail (SICOMI), tant et si bien qu'un expert disait dernièrement que la banque

ex-Rothschild, devenue l'Européenne de Banques ne valait pas plus de 100 millions de francs, et pour qu'elle puisse poursuivre son activité, l'Etat (c'est-à-dire les contribuables) doit lui apporter 150 millions de francs et a demandé au CCF (autre banque nationalisée) de faire un apport de même montant en attendant sa prise de contrôle sur l'Européenne de Banques, qui interviendrait début 1985.

Où l'affaire se corse, c'est qu'en juin 1984, l'Etat, à travers le Conseil national du Crédit, a autorisé Rothschild à transformer la coquille juridique « Paris-Orléans » en banque, et ainsi à concurrencer son ancienne banque, l'Européenne, avec bien entendu les 300 millions de francs de bénéfices réalisés lors de la nationalisation.

Ce n'est pas tout, la Compagnie Centrale de Banque (ex-discount, filiale de l'Européenne de Banques) qui était utilisée comme poubelle par les Rothschild et donc très déficitaire, va être reprise par l'Union de Banques à Paris. M. Pfeffer (socialiste), président de l'UBP a menacé pour rentabiliser son acquisition, de licencier la moitié du personnel de la CCB, soit 100 personnes sur 200. Le personnel a vivement réagi, et il semble bien que M. Pfeffer se montre actuellement moins arrogant, car il ne paraît pas très « socialiste » de faire payer aux employés les cadeaux faits aux Rothschild.

En effet, et c'est le moins que l'on puisse dire...

• **CENTRAL TELEPHONIQUE PARIS INTER-ARCHIVES**

## Grève contre l'augmentation de la charge de travail

Au central téléphonique de Paris-Inter-Archives, 34 techniciens assurent, à tour de rôle, la surveillance de nuit des installations et les interventions en cas de panne.

Depuis le lundi 2 juillet, un nouveau central électronique a été mis en service en plus des autres installations, augmentant ainsi la charge de travail du personnel, la nuit en particulier où il n'y a que deux techniciens.

Ce même lundi, l'assemblée générale des agents qui assurent le service de nuit décidait d'arrêter cette permanence si les nuits travaillées n'étaient pas compensées par un repos de 18 heures (la compensation actuelle est de 12 heures par nuit). Cette grève était décidée par 32 agents sur 34.

La première réponse de l'administration locale fut de dresser procès verbal pour « abandon de service » aux grévistes de la nuit.

Le mercredi 4, les grévistes élaient un comité de grève de

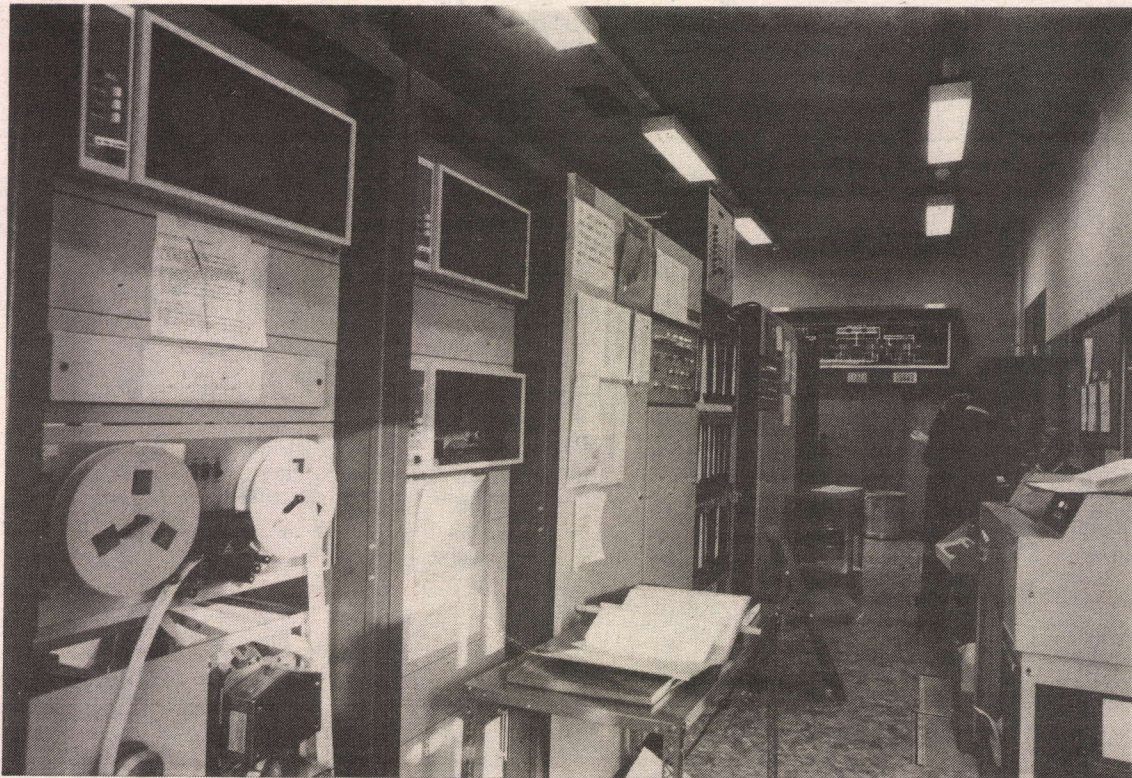
9 membres chargé de faire appliquer les décisions de l'assemblée générale, et le mandataient pour négocier, le lendemain, avec la direction régionale qui venait à Archives pour entendre les grévistes.

L'envoyé de la direction régionale prétendait n'être au courant de rien et fixait un nouveau rendez-vous pour le mercredi 11. Il acceptait cependant de déchirer publiquement les procès verbaux mis par la direction locale. La grève des nuits était suspendue jusqu'à la nouvelle entrevue.

Or, le mercredi 11 juillet, ces messieurs sont revenus pour proposer... 6 heures 20 de compensation par nuit travaillée, soit la moitié de la compensation actuelle !

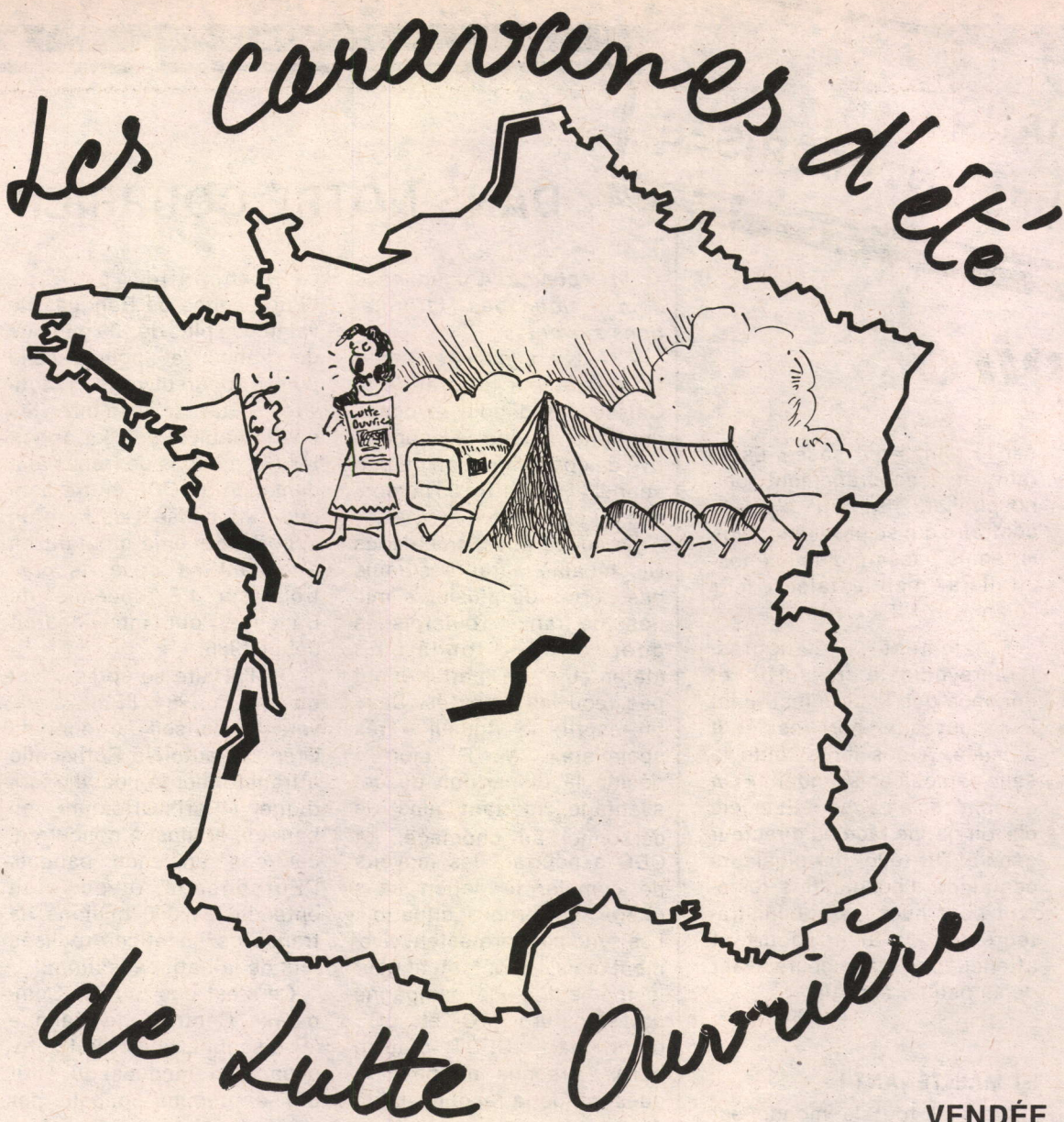
L'assemblée générale des agents de nuit a refusé et revoté la grève des nuits, évoquant même la possibilité d'étendre la grève à la journée...

Correspondant LO



Dans un central téléphonique, ici à Bagnolet.





Comme chaque année, durant les mois de juillet et août, les caravanes de Lutte Ouvrière parcourent les lieux de vacances. A chaque jour son étape, avec, au programme, projections et débats. Et les sujets de discussion ne manquent pas, comme en témoigne la correspondance de nos camarades de la caravane Languedoc, ci-dessous.

Nous publions aujourd'hui les étapes des six caravanes du mois de juillet.

## NORD

### BRETAGNE

15/7 LOMENER  
16/7 NEVEZ  
17/7 BENODET  
18/7 GUILVINEC  
19/7 AUDIERNE  
21/7 PLOMODIERN  
22/7 CAMARET  
23/7 PLOUGONVELIN  
24/7 BRIGNOGAN  
25/7 MORLAIX  
26/7 LOCQUIREC

15/7 CAYEUX  
16/7 SAINT-VALERY  
17/7 MERS-LES-BAINS  
18/7 QUEND-PLAGE  
19/7 BERCK-PLAGE  
21/7 ETAPLES  
22/7 LE PORTEL  
23/7 BOULOGNE  
24/7 BLERIOT-PLAGE  
25/7 LEFFRINCOUCKE  
26/7 BRAY-DUNES

### AUVERGNE

21/7 AYDAT  
22/7 MUROL  
23/7 BESSE  
24/7 LA BOURBOULE  
25/7 NEUVIC-D'USSEL  
26/7 MARCILLAC-LA-CROISILLE  
28/7 ARGENTAT  
29/7 BEAULIEU  
30/7 SOUILLAC  
31/7 SARLAT  
1<sup>er</sup>/8 SAINT-CYPRIEN ou LES EYZIES  
2/8 LE BUISSON

### VENDEE

15/7 SAINT-PALAIS-SUR-MER  
16/7 MESCHERS-SUR-GIRONDE  
17/7 LA TREMBLADE  
18/7 MARENNES  
19/7 SAINT-PIERRE D'OLÉRON  
21/7 DOMINO  
22/7 LE CHATEAU D'OLÉRON  
23/7 LA ROCHELLE  
24/7 LE BOIS-PLAGE  
25/7 RIVEDOUX  
26/7 LA COUARDE

### CÔTE AQUITAINE

15/7 MONTALIVET  
16/7 SOULAC-SUR-MER  
17/7 HOURTIN-PLAGE  
18/7 LACANAU  
19/7 ARES  
21/7 AUDENCE  
22/7 GUJAN-MESTRAS  
23/7 BISCAROSSE-VILLE  
24/7 BISCAROSSE-PLAGE  
25/7 MIMIZAN  
26/7 AUREILHAN

### LANGUEDOC

14/7 PORT-LA-NOUVELLE  
15/7 SIGEAN  
16/7 NARBONNE  
17/7 NARBONNE-PLAGE  
18/7 SAINT-PIERRE  
19/7 BEZIERS  
21/7 VALRAS  
22/7 VIAS  
23/7 MEZE  
24/7 FRONTIGNAN  
25/7 MONTPELLIER  
26/7 AIGUES-MORTES

## A la « Fête des travailleurs catalans »

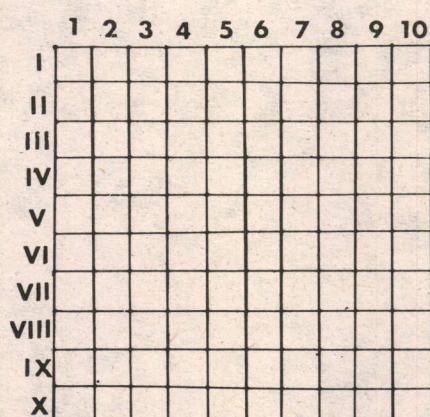
Dans le cadre de la caravane Lutte Ouvrière Languedoc, nous sommes allés à la « fête des travailleurs catalans », fête traditionnelle organisée par le Parti Communiste, qui a réuni plusieurs milliers de personnes dans la banlieue de Perpignan. Des débats ont été organisés. Un militant expliquait : « Le Parti Communiste doit-il quitter le gouvernement ? Nous avons des difficultés à nous faire comprendre des travailleurs, le parti baisse aux élections, comment faire pour remonter la pente ? ». Telles ont été les questions au centre du débat sur l'emploi, auquel participaient une trentaine de personnes. La politique industrielle et la mise en valeur des ressources du département pour lesquelles le représentant de la Fédération proposait aux militants de se mobiliser pour régler le problème du chômage, n'ont pas eu d'écho dans

l'assemblée ; car, comme l'a fait remarquer un militant qui a quitté le parti après 40 ans de militantisme, « pas une seule fois le mot lutte n'a été prononcé, ce qui est inadmissible ». Cette intervention a été approuvée par beaucoup, comme celle qui suppliait le parti de changer de politique sous peine d'aller à la catastrophe. Qu'est-ce que les ministres communistes font dans ce gouvernement plus sensible aux pressions de la bourgeoisie qu'à celles des travailleurs ? C'est certainement pour répondre à ces interrogations qu'Anicet Le Pors en personne est venu organiser un débat. D'ailleurs, un responsable de la Fédération est allé interpellier le ministre après le débat, à propos de son interview parue dans L'Humanité où il parlait d'une révision de la conception de la classe ouvrière.

Correspondant LO

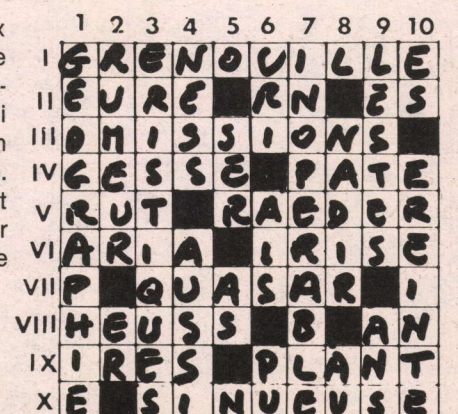
## Mots croisés

Solution du 840



**HORIZONTALEMENT.** — I. Leurs lumières ne tiennent qu'à un fil. II. Liaison. Témoignage de grâce (deux mots). III. Changé de caractères. Même. IV. Coule sous un Vieux Pont. Civile, elle est cossue. V. Symbole métallique. Au bout du rouleau. Révolution. VI. Voleur imprudent qui a chuté. Rotation électronique. VII. Terminaison du X. Dont on a isolé les fils. VIII. On a chaud dans ses plumes. Idem. IX. Mode de stationnement. X. Prénom : Ernest. A vécu.

**VERTICALEMENT.** — 1. Entre deux mots ne choisit pas le moindre. 2. Issue d'un monde nouveau. 3. Réunit. D'une longue chaîne. 4. Sortie de scène. Roi d'Israël. 5. Après, c'est fini. Poisson osseux. 6. Parti de chez lui. Vieille troupe. 7. Pas classés X. Né. En bref. 8. Manquent de finesse. Bouffon. 9. Coupai court. Pour elle on bâtit des châteaux. 10. En grande pompe.





# des romans pour l'été

Nous avons publié dans notre précédent numéro une sélection d'ouvrages politiques, historiques, scientifiques, etc., à lire durant l'été, ouvrages dont nous avons publié les critiques dans nos colonnes durant l'année écoulée.

Nous continuons cette semaine notre sélection avec des ouvrages encore plus appropriés aux vacances : des romans, pour enrichir la sieste et le far niente sur la plage...

• **LE TOMBEAU DE L'ECLAIR**, de Manuel Scorza.

Cinquième et dernier volume de « *La guerre silencieuse* » qui retrace la lutte des Indiens au Pérou. Scorza raconte comment les « comuneros » récupèrent les terres, les partagent et s'y installent.

Ed. Belfond. 89 F.

• **CETTE LUTTE INCERTAINE** de Ruth Prawer Jhabvala.

Un tableau des oppositions entre le luxe et la rapacité de la bourgeoisie indienne et la misère des plus démunis.

Ed. Balland. 282 pages. 79 F



• **LES BRIQUES**, de Miklos Batori.

Publié il y a 20 ans, après la révolution hongroise de 1956. Le héros a des comptes à régler avec un membre de l'AVO, police politique de la dictature avant l'insurrection.

Ed. Laffont « Pavillons », 35 F.

• **L'HERBE QUI NE MEURT PAS**, de Yachar Kemal.

Par l'auteur de *Mémed le Mince*, une chronique villageoise turque.

Collection Folio. 570 pages, 35 F.

• **LA NICHE ET LA HONTE**, de Ismaïl Kadare.

L'Albanie au début du XIX<sup>e</sup> siècle sous la domination turque.

Ed. Fayard. 239 pages. 69 F.

• **LES MOUCHOIRS ROUGES DE CHOLET**, de Michel Ragon.

Sous la révolution, les Chouans se soulèvent contre la République. Ragon montre avec sympathie la vie de ces pauvres paysans de l'Ouest, victimes de leurs préjugés réactionnaires autant qu'ils le sont des nouveaux profiteurs.

Ed. Albin Michel. 65 F.

• **BATTLING MALONE, PUGILISTE**, de Louis Hémon.

La boxe et les « affaires ». Ascension et déclin d'un jeune boxeur issu des bas fonds londoniens.

Ed. Grasset. *Les Cahiers Rouges*. 268 pages. 38 F.

• **UNE LAMPE LE SOIR**, d'Erskine Caldwell.

Dans l'Etat du Maine, un drame familial chez des bûcherons par l'auteur du *Petit arpent du bon dieu*.

*Cahiers Rouges*. Ed. Grasset, 36 F.

• **LA VIE A DEUX**, de Dorothy Parker.

Quelques tableaux de la classe moyenne aux USA. fraîcheur et causticité...

Collection 10/18. 252 pages. 29 F.

• **LE SCALPEL**, de Horace McCoy.

Il est difficile de devenir riche sans cesser d'être propre. Qu'est-ce qui fait courir Owen, le jeune chirurgien, héros de McCoy (auteur, entre autres, de *On achève bien les chevaux*) ?

Collection Folio n° 1541. 446 pages. 30 F.

• **MEURTRES POUR MÉMOIRE**, de Didier Daeninckx.

Un polar... dont les premières pages décrivent la manifestation des Algériens à Paris le 17 octobre 1961 et la répression policière qui s'ensuit.

Collection Série Noire n° 1945. 216 pages. 17 F.

• **NUIT D'ERRANCE**, de Alex La Guma.

Un Noir sud-africain a perdu son emploi. L'action se passe au Cap, ville natale de l'auteur, écrivain noir sud-africain.

Collection Monde Noir Poche. Ed. Hatier. 158 pages. 22 F

• **UNE POIGNÉE DE MURES**, de Ignazio Silone.

L'Italie après la Seconde Guerre mondiale et la chute de Mussolini. Dans un petit village des Abruzzes, les paysans pauvres espèrent obtenir la terre mais les stalinien veillent à ce que « l'ordre » soit respecté. Par l'auteur de *Fontamara*.

Ed. Grasset. *Les Cahiers Rouges*. 45 F.

• **MEIR EZOFOWICZ**, de Eliza Orzeszkowa.

Dans une grosse bourgade juive, à la fin du siècle dernier. Face au rabbin et aux obscurantistes, les jeunes veulent secouer la tradition.

Ed. Laffont. 80 F.

• **LA REVANCHE DE GUILLAUME ISMAEL DZEWATAMA**, de Mongo Beti.

Au Cameroun, hauts fonctionnaires camerounais, fonctionnaires et intellectuels français face aux intérêts qui datent de l'époque coloniale.

Ed. Buchet-Chastel. 75 F.

• **LA VIE D'UN SIMPLE**, d'Emile Guillaumin.

Paysan lui-même et autodidacte, Emile Guillaumin qui a participé à la création du premier syndicat de métayers en Bourbonnais, raconte la vie des siens au cours du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à la veille de 1914.

Ed. Livre de Poche.

• **LE SERPENT A SEPT TÊTES**, de Ali Ghanem.

L'auteur du roman *Une femme pour mon fils* raconte dans un roman autobiographique les bouleversements qu'ont connus des paysans des Aurès depuis 1945 jusqu'à la guerre d'indé-

pendance. Comment le jeune Allaoua découvre encore l'exploitation en France, tout en poursuivant un rêve : réaliser un film.

• **LA MÈRE ET L'ENFANT** suivi de **LE PÈRE PERDRIX**, de Charles-Louis Philippe.

Deux textes qui traitent de la condition ouvrière, par un des précurseurs de Poulaille et de la « littérature prolétarienne ».

Collection Folio. 302 pages. 30 F.

• **AUBERVILLIERS**, de Léon Bonneff.

Un roman qui fait revivre minutieusement les mille et un aspects de la vie d'une ville ouvrière au début de ce siècle.

Ed. Le Vent du Ch'min. 5 bis, rue Roland Vachette, 93200 Aubervilliers. 291 pages, 60 F.

• **LES TEMPS HEUREUX**, de Roger Bordier.

Après l'écrasement de la Commune de 1871. Avec quelques camarades, Michel Aubespain, ouvrier relieur, vit dans l'espoir « *que la Commune n'est pas morte* ». C'est l'époque du guesdisme et de la proclamation de la seconde internationale.

Ed. Albin Michel. 350 pages, 75 F.



## Sélection télévision

### Samedi 14 juillet

**A2 vers 17 h.** Parachutisme : tentative de record du monde de « vol relatif ». Plusieurs dizaines de personnes en chute libre dans un mouchoir de poche. Le record actuel est de 80 personnes. Certainement spectaculaire !

**FR3 19 h 05.** Il était une fois l'homme, série de dessins animés. 1) L'Amérique. 2) La révolution française.

**TF1 20 h 35.** Au théâtre ce soir - *Les Hussards*. Pièce de P.A. Bréal, mise en scène par Jacques Fabbri. Les malheurs de la famille Lippi, en 1796, dans la campagne milanaise, au moment du passage des troupes de Napoléon. Fresque tragi-comique, traitée avec truculence, où se mêlent l'horreur de la guerre, l'amour de la vie et un grand respect de la dignité humaine.

**A2 20 h 35.** Chantez-le moi : *La Révolution française* (émission de J.-F. Kahn). « Ah, ça ira », chanté par Edith Piaf, etc.

**A2 21 h 55.** Les enfants du rock : Billy Joël.

**TF 1 22 h 20.** Alfred Hitchcock présente : *C'est lui*. Un court métrage du maître du suspense et de l'humour noir.

### Dimanche 15 Juillet

**TF1 14 h 15.** Tennis : Coupe Davis (Tchécoslovaquie-France).

**TF1 20 h 35.** Week-end du 14 Juillet oblige : *La Marseillaise*. Film de Jean Renoir (1937). Réalisé sous le Front Populaire à l'aide d'une souscription organisée par la CGT. **FR3 22 h 30.** Cinéma de minuit, cycle Tourneur père et fils : *Nick Carter master détective* (1939). Suivi de

courts métrages de J. Tourneur.

**A2 22 h 35.** La naissance de l'écriture. Pourquoi l'écriture est-elle née il y a plus de 5 000 ans à Sumer ?

### Lundi 16 Juillet

**A2 20 h 35.** La trilogie de la villégiature. Suite et fin de la pièce de Goldoni brillamment mise en scène par Giorgio Strehler. A travers l'aristocratie vénitienne décadente, « l'éternelle aventure des villégiatures humaines... »

**A2 21 h 55.** Opus 84. Spécial festival d'Aix-en-Provence. Rendez-vous musical présenté par Eve Ruggieri et illustré par... Mozart.

### Mardi 17 juillet

**TF1 20 h 30.** Les mardis de l'information : *Les exclus de la raison*. Document d'une heure sur un asile psychiatri-

que (l'hôpital Vinatier à Lyon).

**A2 20 h 35.** Du rififi chez les hommes. Film français de Jules Dassin (1955). Un film « noir » avec Jean Servais.

**TF1 22 h 10.** V.O. de nuit : *Le Pré*. Film italien des frères Taviani (1979).

### Jeudi 19 Juillet

**A2 20 h 35.** Télévision du monde. *Meurtres à bon comte*, téléfilm ouest-allemand. Farce policière placée sous le signe de l'humour britannique.

**TF1 21 h 35.** L'Espagnol. Téléfilm en deux parties, d'après le roman de Bernard Clavel. Première partie. Au printemps 1939, des républicains espagnols, libérés des camps, sont engagés comme ouvriers agricoles chez des vignerons du Jura.

### Vendredi 20 juillet

**FR3 20 h 35.** Vendredi, maga-

zine d'André Campana. **Au-delà de la guerre... Tchad, printemps 84.** Un reportage sur le travail des « Médecins sans frontières » envoyés là-bas.

**FR3 21 h 30.** *Mazarin*, premier épisode d'un feuilleton de six. Chronique de la minorité de Louis XIV, avec François Périer dans le rôle du cardinal.

**A2 21 h 35.** *Apostrophes* : Le sujet, ce sont « les personnages contestés », avec Tintin, Maurras, Robespierre et Staline...

**A2 23 h.** Ciné-été. **Le mois le plus beau.** Film français de Guy Blanc (1967). En mai 1940, Cyprien Boromès, démobilisé, revient au village de Saint-Bonnet, dans le midi, où il était charpentier... Par manque de chance, le film est sorti au moment de mai 68, un autre mois de mai pendant lequel il y avait autre chose à faire qu'à aller au cinéma !



## « A la poursuite du diamant vert »

Elle écrit des romans populaires, elle est sentimentale et un peu nunuche. Elle n'a certainement jamais franchi les limites de la grande ville américaine dans laquelle elle vit, ni quitté son confort. Mais le devoir l'appelle en Colombie, en l'occurrence une sœur cadette qui est aux prises avec de très vilains malfrats.

Lui a tout laissé, situation, confort et considération afin de vite, vite, s'enrichir.

Ils se rencontrent dans la jungle colombienne, se supportent, défient ensemble les bandits, les crocodiles, les affreux miliciens et leur paranoïaque de chef... et finissent par s'aimer.

Normal, n'est-ce pas ? On

n'en attendait d'ailleurs pas moins. Mais c'est bien amené, avec de l'humour et de bonnes surprises. Le réalisateur a fait partie de l'équipe de Spielberg et Lucas, ceux qui ont fait *La guerre des étoiles* et autres *Aventuriers de l'Arche perdue*. Cela se sent et cela se voit avec grand plaisir.

A.J.

## « Les années déclin »

de Raymond Depardon

Raymond Depardon, reporter photographe, créateur de l'agence Gamma, n'en est pas à son premier film. Il a entre autres réalisé *Reporters* (1981) qui met en scène principalement des photographes et des politiciens, et *Faits Divers*, une présentation plutôt bienveillante de l'activité du commissariat de police du 5<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

Il nous propose cette fois-ci un document autobiographique : comment on devient photographe puis reporter quand on est né à la campagne dans une famille de cultivateurs.

D'une manière très sobre, sans phrases, en noir et blanc, à l'aide de ses propres photos et films, qu'il commente lui-même en gros plan, Raymond Depardon raconte son histoire. Une histoire faite de vocation précoce voire d'arrivisme, d'opiniâtreté, de petits boulots, de goût du risque et de l'aventure. Et c'est avec de la chance.

et même du culot, en saisissant opportunément les occasions qu'il a pu devenir un « grand » reporter. Ce coup d'œil rapide (le film dure une heure) sur vingt années — 1957 à 1977 — fait, en prime, revivre toute cette époque à travers l'objectif de Depardon, et cela

ajoute à l'intérêt du document.  
Claude CHARVET

Le film est projeté en ce moment à Paris, au Studio des Ursulines, à 20 h tous les jours. Les autres séances sont consacrées aux autres films de Depardon.



## Sélection

Dans les salles parisiennes

### Films récents...

**MISSISSIPPI BLUES.**  
de Bertrand Tavernier et Robert Parrish.

Un voyage dans l'Etat du Mississippi. Par petites touches, les réalisateurs nous entraînent aux sources du « blues ».

Septième Art Beaubourg 4<sup>e</sup>. Studio de la Harpe 5<sup>e</sup>. Pagode 7<sup>e</sup>.

**LE MYSTÈRE SILKWOOD.**  
de Mike Nicols.

Une ouvrière dans une usine nucléaire dénonce le mépris des industriels pour les conditions de travail et de vie des travailleurs.

Gaumont Les Halles 1<sup>er</sup> (vo). Saint-Germain Village 5<sup>e</sup> (vo). Bretagne 6<sup>e</sup>. Colisée 8<sup>e</sup> (vo).

**UNDER FIRE.**  
de R. Spottiswood.

A travers le reportage d'une équipe de journalistes, la guerre civile au Nicaragua au moment du départ de Somoza. UGC Opéra 2<sup>e</sup>. 14 Juillet Beaugrenelle 15<sup>e</sup> (vo). Ciné Beaubourg 3<sup>e</sup> (vo). UGC Odéon 6<sup>e</sup> (vo). UGC Biarritz 8<sup>e</sup> (vo). UGC Boulevard 9<sup>e</sup>. UGC Gare de Lyon 12<sup>e</sup>. UGC Gobelins 13<sup>e</sup>. Les Montparnos 14<sup>e</sup>.

### ... et moins récents

**LES BLUES BROTHERS.**  
de John Landis.

Une comédie musicale « blues » avec des poursuites infernales et beaucoup d'humour.

Rex 2<sup>e</sup>. Ciné Beaubourg-Halles 3<sup>e</sup> (vo). UGC Danton 6<sup>e</sup> (vo). Montparnasse 83 6<sup>e</sup>. UGC Champs-Élysées 8<sup>e</sup> (vo). 14 Juillet Beaugrenelle 15<sup>e</sup> (vo).

**CARMEN.**  
de Francesco Rosi.

L'opéra de Bizet chanté par Ruggiero Raimondi, Plácido Domingo et Julia Migenes-Johnson dans le rôle de Carmen, joué de façon réaliste dans des décors et des costumes fastueux.

Vendôme 2<sup>e</sup>. Monte Carlo 8<sup>e</sup>.

**RAMBO.**  
de T. Kotcheff.

Un ancien du Vietnam, rejeté par l'Amérique bien pensante, continue la guerre, au cœur même des États-Unis.

Rex 2<sup>e</sup>. Espace Gaité 14<sup>e</sup> (vo).

**RUE CASES-NÈGRES.**  
de Euzhan Palcy.

A la Martinique, l'oppression coloniale vécue principalement par un enfant antillais. Un film chaleureux et plein d'humour. Épée de Bois 5<sup>e</sup>.

## « Les mouvements de mode »

expliqués aux parents

de Hector Obalk, Alain Soral et Alexandre Pasche



Ne soyez plus idiot en société. Sachez vous y retrouver dans les mouvements de mode ! Etes-vous, ou vos frères et sœurs, ou vos amis, sont-ils pop, hippie, baba — cool ou hard — rasta, minet, rétro, punk, ringard, bon-chic-bon-genre, pirate, new-wave, ou fun ? Grâce à ce livre vous saurez où ranger les autres, et peut-être où vous ranger vous-même. Il s'agit d'une étude humoristique, mais tout de même plus sérieuse qu'elle n'y paraît, des mouvements de mode depuis 1966 environ — début du mouvement pop — jusqu'à aujourd'hui. Aujourd'hui étant décembre 1983, il faut le préciser dans ce domaine où les choses évoluent si vite...

Il ne s'agit ni d'un livre d'histoire ni d'une thèse de sociologie barbant, mais d'un lexique aéré et abondamment illustré, dont les auteurs sont d'anciens participants de ces mouvements de mode. Il ne s'agit bien sûr pas seulement de modes vestimentaires ou capillaires, mais de toute une façon d'être, de vivre, de sentir, de se situer par rapport aux parents, aux grands frères, à la société tout entière.

Par exemple, aux temps qualifiés de « préhistoriques » par les auteurs, des hippies et des minets-pop, ces deux catégories s'opposaient ainsi : les minets aimaient le club Méditerranée, les drugstores, être « sympa », Dutronc, l'éducation sexuelle, les Champs-Élysées et proclamaient : « la politique, connais pas ». Les Hippies en revanche aimaient les communautés, les restaurants végétariens, être « cool », Léo Ferré époque 1970, la psychothérapie de groupe, les Indes et affirmaient : « sortons du politique ».

Mais aujourd'hui tout ceci est dépassé, ringard. Plus exactement, l'espèce minet a survécu à l'évolution en s'adaptant, tandis que les hippies sont enterrés comme les dinosaures de l'ère secondaire. Ils ont engendré des variétés annexes (hippies routards, hippies-bûcherons, etc.), mais qui n'ont pas eu d'avenir. Les « babas » ont pris la succession, et eux-mêmes ont fait leur temps...

On en arrive finalement à la New-Wave (prononcer niou-ouaive) dont l'activité essentielle est le « plan ». Le New-wave-hard (première période) a décidé de retrouver les us et coutumes des années 1950 aux États-Unis. Il fait un « plan

années 50 ». Le New-wave-cool élargit le jeu et fait des plans selon ses humeurs. Il peut ainsi faire un plan baba (s'habiller en baba), faire un plan minet, etc. Le but du jeu, c'est être ce qu'on n'est pas. Les charmes obscurs du deuxième degré permettant de se faire passer pour un bon-chic-bon-genre par exemple, avec au fond des yeux une ironie seulement perceptible de celui qui fait un plan. Ne pas confondre un BCBG véritable avec un New-wave qui fait un plan BCBG par exemple.

Et puis on en est maintenant au Fin et au Fun, où l'on voit ceux qui sont un peu revenus de tout essayer de découvrir des nuances et des comportements originaux, ce qui devient semble-t-il de plus en plus ardu. On finit nécessairement par retomber plus ou moins sur du déjà fait...

Un lexique indispensable permet d'acquérir un vocabulaire de base et de comprendre sans peine cette vérité d'évidence : « les conditions matérielles du couple hippie sont un peu hard, mais ils sont dans le même trip. C'est ça qui est cool. Et quand parfois la vie straight les speede un peu trop, la fumette et l'acide les aident. » Vous avez pricon ?

Quant aux raisons de tout cela, les auteurs ne s'y attardent pas, mais ils ne sont pas dupes. Comme ils le remarquent au début de leur livre : « L'adolescent des années 60 a progressivement joué sur le plan économique le rôle d'un individu à part entière dont la consommation se distingue nettement de celle du monde adulte... Les moins de vingt-cinq ans ont alors constitué une toute nouvelle clientèle sur le marché du disque, de la presse, du cinéma, du vêtement et même de l'alimentation.

C'est ainsi que sont nées les modes de jeunes ».

Jacques FONTENOY  
Les mouvements de mode expliqués aux parents, de Hector Obalk, Alain Soral et Alexandre Pasche. Ed. Robert Laffont, 398 p., 98 F.



## « La fin des immigrés » de Françoise Gaspard et Claude Servan-Schreiber

Françoise Gaspard, membre du Parti Socialiste, députée d'Eure-et-Loir, a été maire de Dreux de 1977 à 1983. En mars 1983, la liste qu'elle conduisait aux Municipales l'emporta de huit voix. Mais les élections furent invalidées. Et c'est lors de la nouvelle élection, en septembre 1983, que la liste du Front National effectua une percée électorale spectaculaire avec 17 % des voix, en menant une campagne ouvertement raciste, prônant l'expulsion des immigrés. Entre temps, Françoise Gaspard avait démissionné pour « décrier le climat de haine raciste ».

C'est à la suite de ces événements que le livre a été écrit. Il se veut la démonstration qu'un jour ou l'autre l'intégration des immigrés se fera, d'où le titre, et qu'il faut la préparer.

Les auteurs commencent par rappeler les conditions dans lesquelles l'immigration s'est développée en France depuis la Seconde Guerre mondiale, le rôle du patronat, des gouvernements, et l'évolution de l'immigration elle-même. Comment on est passé du système de la « noria », où les travailleurs ne s'expatrient que pour un an ou deux, immédiatement remplacés par d'autres, à l'immigration familiale et durable.

Ce livre est l'occasion d'apporter des précisions utiles et de faire justice d'un certain nombre d'idées reçues sur les travailleurs immigrés, à propos des dépenses sociales, du logement, de la criminalité, de l'éducation, etc. Comme le livre le démontre, le problème principal posé par l'immigration est un problème social, un problème de pauvreté, qui frappe aussi bien les Français que les étrangers. Sans les immigrés, le chômage existerait, la crise du logement aussi et même la crise du système éducatif. Quant aux comptes de la Sécurité Sociale, ils auraient plutôt tendance à être pires car les immigrés reçoivent une moindre part des dépenses sociales que les Français par rapport à leur contribution.

Au passage, Françoise Gaspard et Claude Servan-Schreiber s'interrogent sur le fameux « seuil de tolérance », si souvent invoqué au point qu'il prend l'allure de référence sociologique scientifique. Elles montrent comment la droite raciste a détourné les travaux de certains sociologues américains pour justifier le racisme : à partir d'études portant sur l'accélération de la concentration de pauvres, et donc de Noirs, dans certains quartiers des villes américaines — études qui mettent surtout en évidence la ségrégation

sociale dans l'habitat —, les racistes ont forgé la notion de « seuil de tolérance » à l'encontre de la population immigrée.

Un autre aspect intéressant de ce livre concerne le récit des méthodes utilisées par la droite et l'extrême-droite dans la campagne électorale à Dreux : les menaces, les rumeurs, les mensonges...

« Les immigrés qui vivent aujourd'hui en France, écrivent les deux auteurs, y resteront dans leur très grande majorité ». Alors, se demandent-elles, comment faciliter leur « insertion », voire leur « intégration » ?

« Partout, le logement, l'école, l'occupation des jeunes constituent des abcès de fixation », expliquent-elles, et c'est dans ces trois domaines qu'il faut, selon elles, faire porter les efforts. Et sur le terrain juridique : avec l'octroi du droit de vote aux étrangers, « au moins pour les crutins locaux », l'attribution de la « carte unique de dix ans », et la simplification des démarches de naturalisation pour les jeunes.

Bien sûr, mais la gauche, pas plus que la droite, ne s'engage dans cette direction.

Françoise Gaspard et Claude Servan-Schreiber reprochent à la gauche de céder à la pression de l'électorat réactionnaire : « Un an après son arrivée au pouvoir, écrivent-elles, le gouvernement de gauche a, semble-t-il, pris le parti de se taire sur la question des immigrés, ou d'en parler le moins possible ». Mais c'est faire la part belle au gouvernement de gauche ! Pierre Mauroy était-il, comme l'écrivent les deux auteurs, « mal informé » quand, à l'automne 1982, il dénonça bien fort, derrière les grèves de l'automobile, un complot des « intégristes musulmans » ? Sûrement pas. Comme ne sont pas innocentes non plus les campagnes gouvernementales sur l'immigration clandestine, qui se retournent contre l'ensemble des immigrés.

De ce point de vue, la politique du gouvernement de gauche n'est pas, sur le fond, différente de celle des gouvernements de droite ; et ne peut-on pas dire de la politique de Mitterrand, à peu de choses près, ce que Françoise Gaspard et Claude Servan-Schreiber disent de celle de Giscard, qui « a commencé... par un petit déjeuner à l'Elysée offert à des éboueurs maliens » et « s'est conclue par les expulsions brutales qu'autorisait la loi Bonnet ». La politique de la gauche en matière d'immigration n'est d'ailleurs pas séparable de l'ensemble de sa politique.

Et c'est là, bien sûr, que le

livre de Françoise Gaspard et Claude Servan-Schreiber trouve sa limite.

Car c'est vrai, le problème des immigrés, c'est d'abord celui de la pauvreté ; et la ségrégation dont ils sont d'abord victimes, et qui conditionne toutes les autres, c'est la ségrégation opérée par l'argent et par l'exploitation. C'est elle qui différencie des villes riches et des villes pauvres, et, à l'intérieur des villes, des quartiers ouvriers et des quartiers bourgeois. C'est elle aussi qu'on retrouve à l'école qui, pour être laïque, n'est ni plus juste, ni plus égalitaire, que la société dont elle est le reflet.

Le gouvernement a choisi son camp : ce n'est pas celui des exploités. Et avec la crise, les pauvres sont encore plus pauvres, sous un gouverne-

ment de gauche comme sous un gouvernement de droite. Et c'est bien là qu'est le problème.

En choisissant son camp, le gouvernement en a choisi aussi les armes : y compris la spéculation sur les préjugés racistes, on l'a vu. Mais à ce

petit jeu, c'est la droite, et même l'extrême-droite qui gagnent : ce n'est pas le moindre des cadeaux empoisonnés que le gouvernement de gauche aura légué aux travailleurs.

Claude CHARVET

Editions du Seuil, 215 pages, 69 F.



Scène de rue, dans le quartier Barbès à Paris.

## EXPOSITION

### Klimt, Schiele, Kokoschka

A l'Hôtel de Ville de Paris, on expose actuellement des œuvres de trois peintres viennois du début de ce siècle : Gustav Klimt, Oskar Kokoschka et Egon Schiele, qui faisaient alors les beaux jours des privilégiés d'une ville en pleine effervescence culturelle.

Les œuvres présentées sont d'un intérêt inégal.

De Klimt, l'exposition n'offre que de pâles esquisses. Elles ne permettent pas d'apprécier vraiment ce peintre plus connu pour ses tableaux très colorés. Et comme on ne nous propose que des dessins au crayon, on reste sur sa faim.

Les premières œuvres de Kokoschka, exposées à Vienne en 1909, firent scandale. En effet, ses portraits d'enfants ne mettaient pas en valeur la gaieté et le charme de l'enfance, mais au contraire la misère et ses chagrins. La maladresse des mouvements, la gaucherie des corps, le refus du recours à la tradition académique, avaient également tout pour choquer le public. Quelques œuvres permettent d'en donner ici un aperçu, mais très bref, car l'essentiel est encore composé d'esquisses.

Le plus présent et le plus intéressant dans cette exposition, c'est Egon Schiele.

Comme Kokoschka, Schiele avait rapidement préféré peindre les petits vagabonds des rues, les enfants sans foyer de son pays.

Se rattachant aux expres-



« Voyeurs » par Egon Schiele - 1913.

sionnistes, il réalisait des portraits dits « pathologiques », dans lesquels, outre l'aspect physique, il voulait rendre la psychologie secrète du sujet telle qu'il pouvait se l'imaginer.

Il en ressort une œuvre d'où le « joli » est absent et qui peut heurter ceux pour qui la peinture doit offrir une image améliorée de la nature.

Souvent ses « cadrages » amputent bras ou jambes des modèles, les angles d'attaque des sujets sont inhabituels.

Schiele utilise la couleur comme le faisait Toulouse-Lautrec, pour qui il a eu beau-

coup d'admiration : elle ne doit servir qu'à mettre en valeur le trait. Le portrait de femme qui sert d'affiche à l'exposition est caractéristique. Des projections de couleurs crues y renforcent la dureté de son regard.

Pour faire connaissance avec Egon Schiele, qu'on ne présente pas si souvent, c'est l'occasion de visiter cette exposition... d'autant plus qu'elle est gratuite !

J.F.

Salle Saint-Jean, rue Lobeau, M° Hôtel de Ville, Paris. Entrée libre, jusqu'au 12 août.



# Vive les travailleurs britanniques en grève !

Alors que les 140 000 mineurs de Grande-Bretagne entament leur cinquième mois de grève, ce sont maintenant les dockers de ce pays qui sont entrés en grève à leur tour.

Les mineurs britanniques s'opposent avec acharnement à un plan du gouvernement qui prévoit la fermeture d'un certain nombre de mines. Les dockers, quant à eux, ont d'abord exprimé leur solidarité avec leurs camarades des mines. Ils ont refusé de décharger les cargaisons de minerai destinées à alimenter les usines sidérurgiques, c'est-à-dire qu'ils refusaient d'entraver les effets de la grève des mineurs. Puis comme ils refusaient évidemment d'admettre que des « jaunes » le fassent, ils se sont mis en grève totale.

Après être partie des grands ports, la grève des dockers s'est étendue aux autres. Les marins, de leur côté, ont décidé de faire la

grève du transport des marchandises sur les carteries. Déjà, les chemins de fer soutenaient les mineurs en boycottant l'approvisionnement des aciéries.

Bref, la grève des travailleurs britanniques fait tâche d'huile. Et comme les trois quarts des approvisionnements de la Grande-Bretagne sont assurés par la mer, la grève des dockers est un atout particulièrement important pour les travailleurs dans l'épreuve de force qui les oppose au gouvernement de Margaret Thatcher !

Les mineurs britanniques peuvent constater, eux qui tiennent le coup dans un conflit difficile depuis plus de quatre mois, qu'ils ont eu raison de tenir. Leur détermination, leur volonté résolue, leur valent aujourd'hui le soutien et le renfort des travailleurs des ports qui les rejoignent dans la lutte. Et c'est maintenant

le gouvernement anglais qui se retrouve devant une offensive contre sa politique anti-ouvrière qu'il n'avait pas prévue.

Comme le gouvernement de gauche en France, le gouvernement conservateur anglais mène une politique d'austérité contre les travailleurs. Il entend leur faire payer les pots cassés de la crise, parce que son objectif essentiel, c'est de préserver les profits des hommes de la haute finance et des trusts au travers de cette crise.

Mais le gouvernement de Margaret Thatcher est tombé sur un os. Non seulement les mineurs plus que jamais lui tiennent tête, en dépit des difficultés financières graves qu'une grève de plusieurs mois entraîne pour les travailleurs et leurs familles, en dépit aussi de la répression par la police ; mais encore, on voit maintenant que d'autres catégories de travailleurs, qui jouent un

rôle important dans l'économie du pays, viennent renforcer leur lutte.

Et il y a une autre chose importante à remarquer : ce sont les travailleurs du rang qui ont lancé la grève parmi les dockers, tout comme cela avait été le cas à l'occasion du démarrage de la grève des mineurs.

C'est seulement après, que les organisations syndicales ont entériné le mouvement. Parce que les travailleurs eux-mêmes avaient décidé de ce qu'ils avaient à faire, sans attendre leurs consignes.

Et ce sont précisément ces initiatives prises par les travailleurs, d'eux-mêmes, qui aujourd'hui placent les travailleurs britanniques dans un rapport de force bien plus favorable en face du patronat et du gouvernement.

Ce sont ces initiatives de lutte prises par des travailleurs du rang qui renforcent aujourd'hui la position de l'ensemble de

la classe ouvrière britannique.

Alors, quand nous voyons et entendons aujourd'hui, ici en France, les sempiternels discours qui nous répètent que les travailleurs doivent se serrer la ceinture à cause de la crise, nous pouvons méditer la leçon que nous donnent les travailleurs britanniques des mines et des ports.

Il n'est pas vrai que les travailleurs doivent forcément, inéluctablement, se résigner aux volontés des grands patrons et des banquiers, comme ceux-ci l'affirment, et comme le serinent les hommes du gouvernement qui sont à leur service, tout comme Margaret Thatcher en Angleterre.

Il y a une autre possibilité justement, une autre voie ; et c'est celle de la lutte, comme le démontrent les travailleurs de Grande-Bretagne. Vive leur courage et leur solidarité !

C.-L. G.

## Les dockers à la rescousse des mineurs

Après plus de quatre mois de grève, le mouvement des mineurs britanniques pourrait bien être sur le point de franchir une nouvelle étape dans le sens d'une généralisation de la lutte.

En effet, le 10 juillet, à l'appel du syndicat des transports dont ils dépendent, le TGWU, les dockers britanniques ont commencé à rejoindre les mineurs en grève. A l'heure où nous écrivons, tous les grands ports sont paralysés, et la grève est en train de s'étendre aux nombreux ports publics et privés de moindre importance : le 11 juillet au matin, au moment où les représentants des employeurs du secteur portuaire s'apprêtaient à rencontrer en catastrophe les dirigeants du TGWU, ceux-ci annonçaient déjà plus de 20.000 grévistes (sur 35.000 salariés dans les docks).

Tout a commencé à Immingham, un port minéralier de la côte Est du pays, qui assure en particulier l'approvisionnement en minerai de fer du complexe sidérurgique de Scunthorpe. Depuis déjà plus d'une semaine, à l'appel des mineurs en grève, les chemins de fer refusaient de conduire les trains de minerai entre Immingham et Scunthorpe, et les dockers de décharger les cargaisons destinées au complexe sidérurgique. Dans un premier temps, BSC, le trust nationalisé de l'acier, s'était contenté de faire assurer le transport du minerai par camion, ses propres salariés

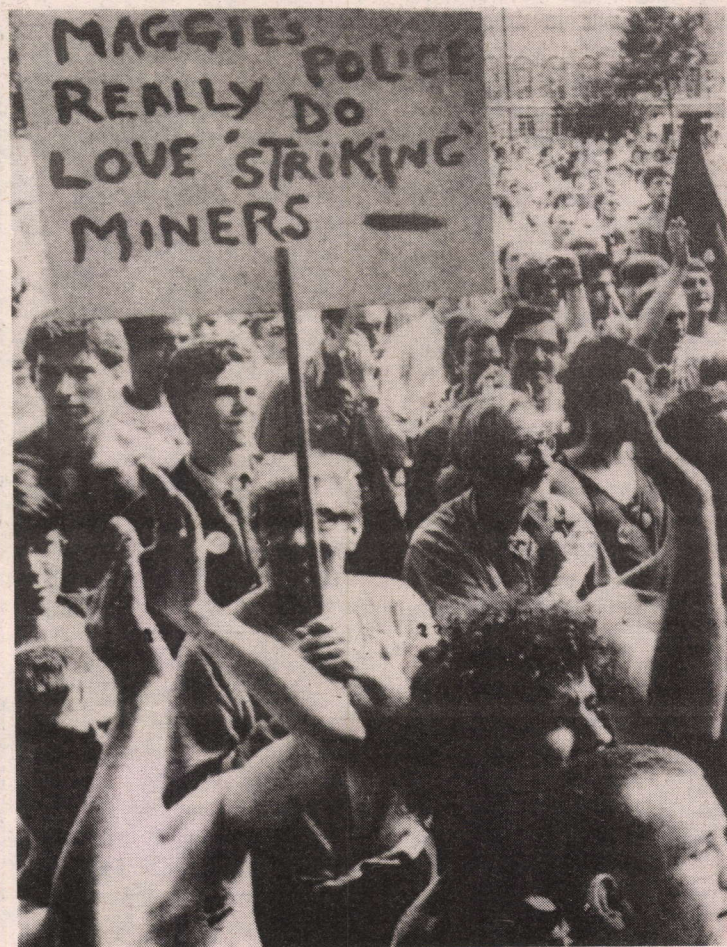
en assurant la manutention. Mais, outre le prix de revient très élevé de l'opération pour un rendement assez faible, le minerai stocké dans les docks d'Immingham s'est mis à diminuer dangereusement. Du coup, BSC a tenté un coup de poker en faisant débarquer des équipes d'interimaires pour faire le travail que les dockers refusaient de faire.

A vrai dire, ce n'est pas la première fois depuis le début de la grève des mineurs que BSC, comme d'ailleurs les Charbonnages, ont recouru à l'embauche de « jaunes » pour remplacer des travailleurs qui s'affirment solidaires des mineurs en grève. Cela s'était produit dans plusieurs ports minéraliers, y compris à Immingham. Mais jusqu'à présent, BSC s'en était toujours tiré à bon compte, la direction du TGWU se contentant de riposter sur le plan verbal dans le style « retenez-vous ou on va faire un malheur »...

Mais cette fois-ci, ce qui, semble-t-il, a fait la différence, c'est que les dockers d'Immingham ont décidé d'eux-mêmes de cesser le travail jusqu'à la disparition des « jaunes », sans attendre que des consignes arrivent de leurs dirigeants. Le responsable syndical du port en était tellement gêné qu'il a tenu à expliquer à la presse qu'il ne s'agissait pas d'une grève mais que simplement, les dockers avaient décidé de « prendre leur journée »... plusieurs jours de suite...

Quoi qu'il en soit, les dirigeants du syndicat des dockers ont finalement choisi d'entériner le mouvement des dockers d'Immingham — qui entre-temps avait gagné un autre port de la région — et d'appeler à une grève nationale. Mais, de toute évidence, davantage pour éviter tout risque de débordement sur leur gauche que pour manifester leur solidarité aux mineurs en grève. En fait, il est tout à fait inutile de chercher l'expression de cette solidarité dans les déclarations qu'ont faites les dirigeants du TGWU à propos du mouvement des dockers. Ils n'y parlent que d'« infractions au code du travail portuaire » qui régit l'embauche des dockers dans les grands ports depuis 1946 et donne au syndicat un droit de décision sur ces embauches. Ils évitent même de faire la moindre allusion aux problèmes de l'emploi dans les docks, problèmes pourtant bien réels, puisque depuis dix ans, avec le développement des containers, des dizaines de milliers d'emplois ont été supprimés et que cette année-même, plusieurs milliers d'autres doivent disparaître !

En fait, en limitant leurs revendications à la seule défense des privilèges juridiques dont bénéficie l'appareil syndical, les dirigeants nationaux des dockers font tout ce qu'ils peuvent pour masquer ce qui pourrait rapprocher les dockers des mineurs en lutte, et les inciter à joindre leurs



Sur la pancarte brandie par le gréviste un jeu de mot qui signifie : « La police de Maggie aime vraiment les mineurs en grève », ou bien : « ... aime vraiment frapper les mineurs ! »

forces et leurs revendications.

Il reste néanmoins que cette fois-ci, comme d'ailleurs lors du démarrage de la grève des mineurs, ce sont les travailleurs du rang qui ont lancé la lutte. Et, après ces quatre mois de grève dans les mines, au cours desquels les dockers ont pu non seulement apprécier la résolution et la combativité des grévistes, mais aussi prendre la mesure de l'adversaire (en particulier au travers du quadrillage policier qui touche un certain nombre de ports liés aux mines), il sera peut-être

difficile aux dirigeants syndicaux de tirer argument d'un vague accord juridique avec les employeurs pour endiguer le mécontentement sur les docks.

De toute façon, si les dockers ont pu lancer leur mouvement sans attendre leurs dirigeants syndicaux, ils peuvent aussi le continuer sans eux. Et c'est d'autant plus possible qu'eux, au moins, ont une certitude : celle de ne pas se trouver isolés et de bénéficier du soutien bien réel des 140.000 grévistes des mines !

François ROULEAU